



FISAC

Rapport d'activité

1992-2014

RAPPORT D'ACTIVITE DU FISAC EN BREF (1992-2014)

1) Le FISAC, outil privilégié de l'Etat en faveur du commerce et de l'artisanat de proximité

Le Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC) est un instrument essentiel de l'Etat pour favoriser la création, le maintien, la modernisation, l'adaptation et la transmission des entreprises de proximité des secteurs du commerce et de l'artisanat¹. Il intervient en accompagnement de la politique d'équipement commercial avec pour objectif de préserver l'équilibre des offres commerciales et leur capacité de développement et d'adaptation.

Jusqu'en 2002, ce dispositif était fondé sur la solidarité financière entre les petites entreprises commerciales et artisanales et la grande distribution (surfaces de vente supérieures à 400 m²), par le biais d'un prélèvement sur l'excédent du produit de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA), qui contribuait notamment au financement de projets portés par des collectivités territoriales ou par des entreprises du commerce ou de l'artisanat.

La loi de finances pour 2003 a affecté le produit de cette taxe au budget général de l'Etat et les dotations relatives au FISAC sont désormais déléguées à l'ORGANIC (devenu le Régime Social des Indépendants depuis le 1^{er} juillet 2006) **à partir du budget de l'Etat.**

Le FISAC est un outil indispensable aux collectivités territoriales dans leurs projets de développement économique local, dans la mesure où il impacte non seulement largement les très petites entreprises (TPE) en intervenant directement aux côtés de ces collectivités dans les actions de modernisation, d'accessibilité et de sécurisation des locaux d'activité de ces entreprises, mais également la qualité de vie des habitants. L'utilité du FISAC n'est plus à démontrer au plan local : l'approche partenariale qu'il permet est, en effet, adaptée au contexte spécifique dans lequel interviennent les acteurs du commerce, de l'artisanat et des services. Par la double nature de ses interventions, publiques et privées, il donne à chaque euro public investi un effet de levier important (au moins de 1 à 5).

Grâce aux aides du FISAC, un dernier commerce peut être sauvé dans un territoire rural, un emploi peut être maintenu, un centre-ville peut être revivifié, un marché peut être modernisé et un centre commercial de proximité peut être restructuré.

Quelques chiffres

Pour la période 2012-2014 :

2026 dossiers déposés (1 218 en 2012, 535 en 2013, 273 en 2014) ;

2 216 dossiers financés (396 en 2012, 1090 en 2013, 730 en 2014) ;

116,3 M€ de subventions attribuées (31,3 M€ en 2012, 31,2 M€ en 2013, 53,8 M€ en 2014).

2) Des projets concrets qui impactent la vie quotidienne de nos concitoyens

Les exemples récents qui suivent attestent le rôle significatif que peut jouer le FISAC en matière d'aménagement du territoire, de redynamisation des centres villes et des quartiers, d'animation et de création de lien social et surtout d'emplois.

Saint Ouen sur Iton : suite à la cessation d'activité de la boulangerie-épicerie de la commune de Saint-Ouen sur Iton (898 habitants), la municipalité a racheté avec l'aide du FISAC les locaux de l'ancienne boulangerie afin de maintenir l'existence de ce commerce indispensable à la population locale. L'ancien exploitant ayant quitté la commune après avoir revendu son matériel, le nouveau gérant a souhaité acquérir du matériel professionnel (vitrine réfrigérée et matériel divers) pour relancer l'activité.

Le FISAC a financé ce projet à hauteur de 9 162 €.

¹ Le FISAC soutient des opérations territoriales collectives en milieu urbain et en milieu rural, ainsi que des opérations individuelles en milieu rural. Au titre des dispositifs spécifiques, il finance les actions de développement économique réalisées avec les chambres de métiers et de l'artisanat, ainsi que les pôles d'innovation de l'artisanat. Jusqu'en 2015 ces crédits venaient également abonder les fonds propres de l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA).

Pays Ouest Charente - Pays du Cognac : le syndicat mixte regroupe les 5 communautés de communes de Cognac, Grande Champagne, Jarnac, Châteauneuf et du Rouillacais, ainsi que 5 autres communes (Birac, Eraville, Malaville, Touzac et Viville).

Cette opération collective de modernisation du commerce, de l'artisanat et des services sur deux tranches s'inscrivait dans le cadre du dispositif CORDEE-TPE conduit par le Conseil régional de Poitou-Charentes. Elle visait à déployer une palette d'outils permettant d'accompagner les petites entreprises en phase de création, de développement ou de transmission.

Les projets d'investissements des entreprises éligibles devaient notamment comprendre des actions de formation ou des actions collectives telles que la charte qualité "commerce", des diagnostics environnementaux ou accessibilité. La création d'emplois permettait d'obtenir un "bonus" de subvention.

Le FISAC a financé la seconde tranche de cette opération à hauteur de 44 020 €.

Lyon : connaissant une mutation profonde, le quartier de Gerland est résolument tourné vers l'avenir. Trois ambitions majeures animent l'action publique dans le cadre du projet urbain:

- faire rimer développement urbain avec qualité des aménagements paysagers et des projets architecturaux et avec accessibilité optimale dans un objectif de mieux vivre la ville ;
- constituer de véritables centralités de quartier avec une polarité commerciale de proximité ;
- renforcer le Biopôle le long du boulevard scientifique pour faire de Gerland un campus d'innovation technologique à visée biomédicale d'excellence mondiale.

Ce quartier, s'il offre logements, services adaptés et transports en commun, est néanmoins marqué par une forte absence de locomotives commerciales, une quasi-absence de certains commerces non alimentaires et une faible représentation de l'offre commerciale alimentaire. Par ailleurs, le prolongement de la ligne de métro et tramway est susceptible d'accentuer l'évasion commerciale.

Le dossier FISAC s'articulait autour des priorités suivantes : développer la notoriété et l'image du secteur par un marketing territorial adapté, développer des services innovants auprès des commerçants, des artisans et des habitants du territoire, étudier la faisabilité de mise en place d'un "cybermarché de proximité" et accompagner les commerçants et les artisans dans la mise aux normes d'accessibilité de leurs locaux d'activité.

Le FISAC a financé ce projet à hauteur de 47 960 €.

3) La réforme du FISAC, entrée en vigueur en 2015, était devenue nécessaire

Les contraintes budgétaires qui se sont imposées au FISAC depuis ces dernières années et l'allongement excessif des délais d'attribution qu'elles ont induites², ont rendu nécessaire une refonte totale du dispositif pour lui redonner sa pleine efficacité.

Cette refonte se traduit par :

- la mise en place de nouvelles modalités de sélection des dossiers au moyen d'appels à projets. Alors qu'auparavant la procédure suivait une logique de guichet, tous les projets éligibles étant financés, les appels à projets permettent de sélectionner, parmi les dossiers éligibles, ceux qui bénéficieront d'une aide du FISAC ;
- un engagement prioritaire aux côtés, d'une part, des entreprises les plus fragiles pour les aider à affronter les défis du futur et, d'autre part, des communes rurales et des quartiers prioritaires de la politique de la ville pour les aider à maintenir et à développer leurs activités commerciales, artisanales et de services.

A cette fin, avec la modification de l'article L.750-1-1 du code de commerce, intervenue à l'article 61 de la loi du 18 juin 2014 relative à l'Artisanat, au Commerce et aux Très Petites Entreprises (TPE), le dispositif est remplacé par une procédure de sélection des meilleurs projets au regard, d'une part, des priorités du gouvernement en matière de soutien au commerce et à l'artisanat de proximité, et d'autre part, des ressources disponibles au moment de la sélection. Cette nouvelle modalité permettra notamment d'accélérer les décisions.

² Un stock de dossier s'est ainsi constitué au cours des dernières années (290 dossiers sont encore en attente de financement pour un peu plus de 12 M€). Il est prévu que ce stock soit totalement résorbé courant 2016.

Les conditions de mise en œuvre du nouvel article L.750-1-1 sont fixées par le décret n° 2015-542 du 15 mai 2015 (Journal officiel du 17 mai 2015) et par un règlement d'appel à projets diffusé le 28 mai 2015.

Le décret susvisé du 15 mai 2015, qui a pris effet le 17 juin dernier, définit les opérations, les bénéficiaires et les dépenses éligibles. Il fixe également les modalités de sélection des opérations et la nature, le taux et le montant des aides attribuées.

L'appel à projets vise, d'une part, à promouvoir une offre de proximité qui réponde à l'évolution des attentes des consommateurs, d'autre part, à préserver le savoir-faire des très petites entreprises (TPE) des secteurs du commerce, de l'artisanat et des services, à leur donner les moyens de se moderniser et de se développer et, enfin, à favoriser la redynamisation des territoires.

Les priorités thématiques de cet appel à projets sont pour l'année 2015 :

- la modernisation, la création et l'attractivité des derniers commerces et des commerces multiservices en zones rurales ;
- la modernisation et la diversification des stations-services qui assurent le maillage du territoire et dont la gestion est assurée par un exploitant indépendant ou par une commune ;
- l'accessibilité des commerces à tous les publics.

Les dossiers présentés doivent impérativement comporter au moins une action se rapportant à l'une de ces trois priorités.

Les zones géographiques privilégiées sont les communes classées en zone de revitalisation rurale (ZRR) et les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Le règlement de l'appel à projets peut être consulté sur le site du ministère de l'économie : ([http : //www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr) - rubrique actualités onglet commerce ou onglet artisanat - La réforme du FISAC - Le cahier des charges de l'appel à projets FISAC).

Les dossiers de candidature portant sur les opérations individuelles doivent être déposés à la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) au plus tard le 30 octobre 2015.

Pour les dossiers de candidature portant sur les opérations collectives la date de dépôt à la DIRECCTE est fixée au plus tard au 29 janvier 2016.

La réforme en cours consolidera les bénéfices du FISAC pour le commerce de proximité : impact sur l'emploi et l'activité des entreprises aidées, ainsi que sur leur taux de survie, effet de levier sur d'autres financements locaux et communautaires, méthode partenariale employée et réseau constitué par les services de l'Etat pour concevoir et coordonner la mise en œuvre des actions. L'Etat pourra ainsi mieux jouer son rôle de garant de l'intérêt général et de la cohésion territoriale dans le domaine de l'économie de proximité.

Contacts : [François TURCAT \(francois.turcat@finances.gouv.fr\)](mailto:francois.turcat@finances.gouv.fr)
[Nicole LECOMTE \(nicole.lecomte@finances.gouv.fr\)](mailto:nicole.lecomte@finances.gouv.fr)

Sommaire

Pages

Eléments de synthèse	7
Présentation des différentes aides du Fisac	13
- Opérations individuelles en milieu rural	15
- Opérations collectives en milieu rural et en milieu urbain	16
Présentation des moyens mis en œuvre par le Fisac	19
Eléments complémentaires d'information sur les opérations nationales et territoriales	19
Part des cofinanceurs (opérations territoriales)	31
Part des cofinanceurs par type d'opérations territoriales	32
L'évaluation des aides accordées par le Fisac	35
Actions de développement économique des chambres de métiers et de l'artisanat	37
EPARECA	38
Les Pôles d'Innovation pour l'Artisanat et les Petites entreprises	39
Méthodologie	41

RAPPORT D'ACTIVITE DU FISAC

Période 1992 – 2014

ELEMENTS DE SYNTHESE

⇒ Créé par la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social, le Fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) avait pour vocation de répondre aux menaces pesant sur l'existence des services artisanaux et commerciaux de proximité dans des zones rurales ou urbaines fragilisées par les évolutions économiques et sociales.

La fragilité de l'existence des services commerciaux et artisanaux de proximité est liée notamment, selon les zones concernées, à la désertification de certains espaces ruraux, au développement de la grande distribution, en particulier à la périphérie des villes, à l'insécurité qui peut prévaloir dans les zones urbaines sensibles.

L'action du FISAC s'est traduite par le versement de subventions aux collectivités locales et aux entreprises (le plus souvent en milieu rural, seulement en faveur d'entreprises économiquement viables et à condition de ne pas induire de distorsion de concurrence). Le FISAC a en outre financé des actions de fonctionnement (animation commerciale, communication, recrutement d'animateurs de centre-ville) ou d'investissement (halles et marchés, équipements professionnels, stationnement...).

Jusqu'en 2002, ce dispositif était fondé sur la solidarité financière entre les petites entreprises commerciales et artisanales et la grande distribution (surfaces de vente supérieures à 400 m²), au moyen d'un prélèvement sur cette dernière, la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA), qui contribuait au maintien de l'existence des premières, grâce à un transfert des ressources dégagées au bénéfice de projets portés, généralement, par les collectivités locales.

Pour la période 1992 à 2014 le FISAC territorial a permis de financer 17 082 décisions pour un total de 1 011 M€.

⇒ **Depuis la loi de finances pour 2003**, le produit de cette taxe (devenue la TASCOM) est affecté au budget général de l'Etat et **des dotations relatives au FISAC sont désormais déléguées au RSI (ORGANIC avant le 1^{er} juillet 2006) à partir du budget de l'Etat.**

Dénommé depuis 2003 Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce, le FISAC a vu en 2008 ses conditions d'intervention modifiées par les textes suivants :

- l'article L.750-1-1 du code de commerce introduit par l'article 100 de la loi n°2008 - 776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;
- le décret n° 2008 - 1470 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de l'article L.750-1-1 du code de commerce ;
- le décret n° 2008 - 1475 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L.750 1-1 du code de commerce ;
- l'arrêté du 30 décembre 2008 modifié pris pour l'application du décret susvisé du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L.750-1-1 du code de commerce ;
- la circulaire du 22 juin 2009.

L'article 100 de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 a donné une base législative au FISAC et confirmé ainsi l'importance de ce fonds pour la création, le maintien et la modernisation du commerce, de l'artisanat et des services de proximité.

Pour accompagner la mise en œuvre de la réforme de l'urbanisme commercial, le Gouvernement avait souhaité, en effet, renforcer l'action du FISAC en orientant de manière prioritaire ses interventions en milieu rural, dans les zones de montagne, dans les halles et marchés ainsi que dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. En outre, la possibilité de mobiliser le FISAC dans le cas de circonstances exceptionnelles susceptibles de provoquer une atteinte grave au tissu commercial était explicitement mentionnée conformément aux recommandations que la Cour des comptes avait formulées en 2005 dans son rapport sur ce Fonds.

L'article 100 a maintenu la gestion comptable déléguée à la Caisse nationale du Régime Social des Indépendants (RSI). Instaurée par la loi susvisée du 31 décembre 1989 cette procédure comptable, déléguée à l'origine à l'ORGANIC, assure la souplesse de gestion du FISAC (coûts de gestion modérés et délais de paiement pouvant, en cas d'urgence, être limités à quelques jours, possibilité de gérer des opérations à caractère pluriannuel).

Le dispositif rénové du FISAC a été plus particulièrement ciblé, d'une part, sur les territoires mentionnés ci-dessus, et, d'autre part, sur les aides aux entreprises dont les montants ont été majorés.

Un décret en Conseil d'Etat, un décret simple, un arrêté et une circulaire d'application ont précisé les modalités de mise en œuvre des dispositions de l'article 100 de la loi susvisée du 4 août 2008.

Le décret en Conseil d'Etat portait application partielle de l'article L. 750-1-1 du code de commerce introduit par l'article 100 de la loi susvisée du 4 août 2008. Il précisait les conditions dans lesquelles le FISAC pouvait prendre en charge les dépenses afférentes aux intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition, en application de l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme, de fonds artisanaux, de fonds de commerce, de baux commerciaux ou de terrains destinés à l'aménagement commercial ayant fait l'objet de l'exercice d'un droit de préemption.

Ces dépenses pouvaient être financées au taux maximum de 50 %.

Lorsque le droit de préemption était exercé dans les zones urbaines sensibles et dans les zones franches urbaines, le taux de financement était porté à 80 %.

Les autres modalités d'intervention du FISAC ont été fixées par un décret simple et son arrêté d'application. Les nouvelles dispositions que comportaient ces textes étaient notamment les suivantes :

- Les commerçants non sédentaires sont devenus éligibles aux aides du FISAC ;
- Le plafond de chiffre d'affaires annuel hors taxes des entreprises éligibles à ce fonds a été porté à 1 million d'euros (800 000 euros précédemment) ;
- Le champ des opérations individuelles en zone rurale a été élargi, le seuil de population des communes éligibles à ce type d'intervention étant porté de 2000 à 3 000 habitants ;
- Le taux maximum de financement a été porté à 30 % dans le cadre des opérations collectives en ce qui concerne les opérations d'investissement ;
- Les aides directes aux entreprises ont été majorées au moyen d'un relèvement, d'une part, de leurs dépenses d'investissement subventionnables qui sont passées à 50 000 euros à 75 000 euros hors taxes et, d'autre part, du taux maximum de financement qui a été porté à 30 % ou à 40 % selon les aménagements projetés ;
- Le délai de carence entre deux opérations ayant le même objet a été ramené de cinq à deux ans pour les maîtres d'ouvrage publics et pour les entreprises. Dans le premier cas, ce délai pouvait être réduit ou supprimé dans le cas où des aides autres que celles du FISAC, apportées au maître d'ouvrage pour la même opération, auraient pu être perdues en cas d'interruption de l'opération. Dans le second cas, cette disposition n'était pas opposable en cas de circonstances exceptionnelles susceptibles de provoquer une atteinte grave au tissu commercial.

Les textes réglementaires, parus au Journal officiel du 31 décembre 2008, ont été complétés par l'arrêté du 15 mai 2009, qui a mis en place un dispositif harmonisé d'aides directes aux entreprises applicable aussi bien dans les opérations urbaines que dans les opérations collectives de modernisation en milieu rural, et par la circulaire d'application du 22 juin 2009 qui a finalisé la réforme du FISAC.

La circulaire du 31 décembre 2010 a confié aux DIRECCTE, en lieu et place des préfetures, l'instruction locale des dossiers.

L'élargissement et l'assouplissement des possibilités d'aides effectués par la LME ont suscité une progression rapide et forte du nombre de dossiers pouvant répondre aux conditions posées par la nouvelle réglementation.

Dans le même temps, les crédits affectés au FISAC ont diminué ce qui a conduit à différer des décisions ministérielles d'attribution d'un nombre croissant de dossiers déposés.

Le cadre d'intervention du FISAC a donc dû être redéfini dans un sens plus restrictif, la priorité a ainsi été donnée aux actions innovantes et non répétitives, ayant l'impact le plus tangible sur les activités commerciales, artisanales et de services et reposant sur un réel partenariat et sur des financements équilibrés des différents co-financeurs.

La circulaire du 10 avril 2012 a rappelé que les taux de financement mentionnés dans les textes réglementaires (soit 50 % pour les dépenses de fonctionnement et 30 % pour les dépenses d'investissement) étaient des taux maxima qui ne pouvaient donner lieu à une application systématique mais devaient être modulés notamment en fonction de l'incidence des différentes actions envisagées sur le tissu commercial, artisanal et de services et des contributions des différents co-financeurs. Elle précisait qu'une participation du FISAC aux aménagements urbains ne pouvait être envisagée que pour les communes de moins de 3000 habitants lorsqu'ils étaient directement liés à l'activité commerciale. En outre, la circulaire identifiait deux domaines prioritaires : le soutien aux commerçants non sédentaires et la création de sites Internet par les entreprises.

Enfin, l'arrêté du 27 avril 2012 a abaissé à 5 000 € hors taxes le seuil minimal de dépenses subventionnables pour les opérations portées par les entreprises non sédentaires.

Une mission d'inspection a procédé fin 2012, à la demande de la ministre de l'artisanat, du commerce et du tourisme, à l'évaluation complète du FISAC, à l'issue de laquelle les Pouvoirs publics ont confirmé que, dans le respect des engagements pris en matière de redressement des finances publiques, les financements indispensables au dynamisme économique des territoires seraient préservés.

Mais les contraintes budgétaires qui s'imposent au FISAC depuis plusieurs années et l'allongement excessif des délais d'attribution qu'elles ont induites, ont rendu nécessaire une refonte importante du dispositif pour lui redonner sa pleine efficacité.

La réforme ainsi engagée va se traduire par :

- la mise en place de nouvelles modalités de sélection des dossiers (appel à projets) ;
- un engagement prioritaire aux côtés des communes rurales et des quartiers prioritaires de la politique de la ville, pour les aider à maintenir et à développer leurs activités commerciales et artisanales.

Elle a nécessité une modification de l'article L.750-1-1 du code de commerce, intervenue dans **la loi du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises.**

Cette modification de l'article L.750-1-1 du code susvisé vise à remplacer un dispositif qui fonctionnait selon une logique de guichet par un nouveau dispositif permettant la sélection des meilleurs projets au regard, d'une part, des priorités du gouvernement en matière de soutien au commerce et à l'artisanat de proximité, et d'autre part, des ressources disponibles au moment de la sélection. Cette nouvelle modalité permettra notamment d'accélérer les décisions.

Les modalités d'application du nouvel article L.750-1-1 sont fixées par le décret n° 2015-542 du 15 mai 2015 et par le règlement de l'appel à projets dont la publication est intervenue le 28 mai suivant.

Le décret d'application n° 2015-542 du 15 mai 2015 prend effet le 17 juin 2015

Le nouveau dispositif « territorial » s'organise désormais autour de deux catégories d'opérations éligibles dont l'existence est maintenue :

- **les opérations collectives** qui concernent les entreprises commerciales, artisanales et de services de proximité installées dans les pays, dans les groupements de communes rurales, ainsi que dans les centres-villes et dans les quartiers des communes de plus de 3 000 habitants ;
- **les opérations individuelles en milieu rural** qui concernent les entreprises de proximité ayant le projet soit de s'implanter soit de se moderniser dans les centres-bourgs des communes dont la population est inférieure à 3 000 habitants.

Le décret détaille la liste des porteurs de projets éligibles : sont concernés les communes, les organismes de coopération intercommunale, les CCI, les CMA, les sociétés d'économie mixte, et, pour les opérations individuelles, les entreprises de proximité.

Il définit les principales dépenses éligibles : les opérations collectives combinent des dépenses d'investissement ciblées sur les activités commerciales, artisanales et de services (modernisation, accessibilité et sécurisation des entreprises, halles et marchés, signalétique commerciale...) et des dépenses de fonctionnement (conseil, diagnostic, audit, étude d'évaluation, animation, communication et promotion commerciale...).

En ce qui concerne les opérations individuelles, sont éligibles les dépenses d'investissement destinées à permettre la création ou la modernisation des entreprises (aménagement, sécurisation et accessibilité des locaux, équipements professionnels, acquisition ou construction de locaux si le maître d'ouvrage est public).

Le décret fixe les taux maxima de subvention, soit 30% pour les dépenses de fonctionnement et 20 % pour les dépenses d'investissement, ce taux étant porté à 30% pour les aménagements destinés à faciliter l'accessibilité des entreprises à tous les publics. L'aide financière maximale est plafonnée à 400 000 € pour les opérations collectives en milieu rural et celles concernant les quartiers prioritaires de la politique de la ville et à 200 000 € pour les autres opérations collectives en milieu urbain. Pour les opérations individuelles en milieu rural dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par une collectivité publique, l'aide ne peut excéder 100 000 €.

Le financement d'une action par le FISAC est subordonné à la condition que celle-ci ne bénéficie pas par ailleurs d'un autre financement de l'Etat.

La subvention à verser est calculée sur la base de l'ensemble des dépenses engagées au titre de l'opération concernée, et non plus seulement sur celle des actions cofinancées par le FISAC, ce qui incitera le maître d'ouvrage à réaliser en totalité le projet élu au financement FISAC.

Enfin, **des actions spécifiques de niveau national peuvent être décidées par le ministre chargé du commerce** pour anticiper ou pour accompagner l'évolution et les mutations des secteurs du commerce, de l'artisanat et des services. Ces actions spécifiques comprennent :

- le financement des actions de développement économique réalisées par les chambres des métiers et de l'artisanat au bénéfice des entreprises artisanales (DEVECO) ;
- le soutien des pôles d'innovation de l'artisanat (PIA) ;

- et **à partir de 2015, un dispositif d'aide au bénéfice des stations- services indépendantes faisant suite à la dissolution du Comité Professionnel de Distribution des Carburants (CPDC)**. Le stock de dossiers de demandes d'aides des stations-services déposés au Comité fin 2014, éligible au FISAC, est transféré à ce Fonds. Une enveloppe de 2,5 M€ est réservée à ce nouveau financement en 2015.

Le règlement de l'appel à projets du FISAC territorial a été diffusé le 28 mai 2015

a) Il prévoit deux types de priorités :

- des priorités thématiques :

- la modernisation, la création et l'attractivité des derniers commerces et des commerces multiservices dans les zones rurales ;
- la modernisation et la diversification des stations-services qui assurent le maillage du territoire et dont la gestion est assurée par un exploitant indépendant ou par une commune ;
- l'accessibilité des commerces à tous les publics.

Les dossiers présentés doivent impérativement comporter au moins une action se rapportant à l'une de ces trois priorités.

- des priorités géographiques :

Les zones prioritaires sont les communes classées en zone de revitalisation rurale et les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

b) Il définit notamment les critères permettant d'évaluer les projets présentés et de procéder à la sélection des meilleurs d'entre eux.

- Pour les opérations collectives ces critères portent sur :

- la capacité du demandeur à porter le projet ;
- l'effet de levier au regard des cofinancements apportés sur l'ensemble de l'opération et l'articulation avec les autres politiques publiques ;
- la conformité du plan d'action aux objectifs du dispositif ;
- l'intérêt qualitatif des actions proposées au regard de leur impact et de leur caractère innovant.

- Pour les opérations individuelles les critères portent notamment sur :

- l'effet incitatif de l'aide: seules les opérations qui ne sont pas viables sans aide du FISAC étant retenues ;
- le caractère indispensable des services rendus à la population locale, les emplois créés et les compétences de l'exploitant ;
- la soutenabilité du modèle économique.

c) Il précise les modalités de sélection des dossiers.

Les dossiers de demandes de subvention sont déposés à la DIRECCTE qui les transmet à la DGE après avoir vérifié qu'ils sont complets et qu'ils respectent les règles régissant l'appel à projets.

La DGE réunit le comité de sélection qui examine les dossiers, arrête la liste des dossiers sélectionnés, qui sont classés par ordre de mérite, et établit une proposition de subvention pour chacun d'entre eux. Cette liste, accompagnée également de celle des dossiers non retenus, est soumise à l'approbation du ministre avant signature des décisions par ses soins.

**PRESENTATION
DES DIFFERENTES
AIDES DU FISAC
(nouveau dispositif)**

OPERATIONS INDIVIDUELLES EN MILIEU RURAL

Communes de moins de 3 000 habitants

Maîtrise d'ouvrage privée

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES (PLAFONNEES A 75 000 €)

- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses)
- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité contre les effractions
- ◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises à tous les publics
- ◆ Equipements professionnels + véhicules de tournées et leur aménagement

TAUX MAXIMA

- ◆ 20 % pour les investissements matériels
- ◆ 30 % pour les dépenses visant à favoriser l'accessibilité des entreprises à tous les publics

Maîtrise d'ouvrage publique

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES

- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses)
- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité contre les effractions
- ◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises à tous les publics
- ◆ Acquisition ou construction de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) si location pendant 10 ans
- ◆ Aménagement des abords immédiats du commerce concerné, notamment pour en faciliter l'accès
- ◆ Equipements professionnels + véhicules de tournées et leur aménagement

TAUX MAXIMA

- ◆ 20 % pour les investissements matériels*
- ◆ 30 % pour les dépenses visant à favoriser l'accessibilité des entreprises à tous les publics*

CONDITIONS COMMUNES

- ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité
- ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors toutes taxes de l'entreprise doit être inférieur à 1 M€
- ◆ Le montant de la dépense subventionnable ne peut être inférieur à 10 000 € (7 000 € pour les entreprises non sédentaires)
- ◆ Le financement d'une action par le FISAC est subordonné à la condition qu'elle ne bénéficie pas par ailleurs d'un autre financement de l'Etat
- ◆ Le délai de carence est de 2 ans entre 2 opérations ayant le même objet

* Le montant de l'aide ne peut excéder 20 % ou 30 % des dépenses subventionnables selon la nature des investissements projetés jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 400 000 € hors taxes. Au-delà de ce seuil, le taux maximum d'intervention est fixé à 10 %. Le montant maximum de subvention est fixé à 100 000 € pour les projets publics

OPERATIONS COLLECTIVES EN MILIEU RURAL ET EN MILIEU URBAIN (Pays et groupements de communes rurales + Communes de plus de 3 000 habitants)

AIDES AUX COLLECTIVITES PUBLIQUES

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ELIGIBLES

- ◆ Actions collectives de dynamisation et de valorisation des entreprises de proximité situées dans le périmètre de l'opération, y compris les actions de communication, de promotion et d'animation lorsque les associations de professionnels participent à au moins 30% de leur coût
- ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 € pour un emploi à temps plein)
- ◆ Conseils et diagnostics
- ◆ Etudes d'évaluation des opérations collectives

DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES

- ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux)
- ◆ Signalétique
- ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air
- ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA et par l'ANRU)
- ◆ Aménagements réalisés dans les centres-bourgs des communes de moins de 3 000 habitants dans le cadre des opérations collectives en milieu rural

TAUX MAXIMA

- ◆ 30 % en fonctionnement
- ◆ 20 % en investissement*

CONDITIONS

- ◆ Les aide financières maximales susceptibles d'être accordées ne peuvent excéder 400 000 € pour une opération collective en milieu rural et pour une opération concernant les quartiers prioritaires de la politique de la ville et 200 000 € pour les autres opérations collectives en milieu urbain
- ◆ Le financement d'une action par le FISAC est subordonné à la condition qu'elle ne bénéficie pas par ailleurs d'un autre financement de l'Etat
- ◆ Le délai de carence est de 2 ans entre deux opérations ayant le même objet

AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES

- ◆ Equipements destinés à assurer la sécurisation des entreprises contre les effractions
- ◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises à tous les publics
- ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des locaux d'activité qui inclut les équipements professionnels et la rénovation des vitrines
- ◆ Véhicules de tournées et leur aménagement

TAUX MAXIMA

◆ 20 % pour les investissements matériels*

◆ 30 % pour les aménagements destinés à faciliter l'accessibilité des entreprises à tous les publics*

CONDITIONS

◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC, sauf si opération mise en œuvre dans un quartier prioritaire de la politique de la ville

◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 1 M€

◆ Le montant de la dépense subventionnable est plafonné à 75 000 €

* Le montant de l'aide ne peut excéder 20 % ou 30 % des dépenses subventionnables selon la nature des investissements projetés jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € hors taxes pour les opérations collectives concernant les pays, les groupements de communes rurales et les quartiers prioritaires de la politique de la ville et de 400 000 € pour les autres opérations collectives. Au-delà de ce seuil, le taux maximum d'intervention est fixé à 10 %.

**PRESENTATION
DES MOYENS
MIS EN ŒUVRE PAR LE FISAC**

I – COMPARAISONS 2014 – 2013.

La dotation FISAC a été fixée initialement en loi de finances pour 2014 à 27 millions d'euros en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

Après régulation budgétaire, redéploiements internes, abondement et reports, les disponibilités pour 2014 ont représenté une somme de 66,2 M€ (contre 57 M€ en 2013). Les dotations 2013 et 2014 ont été complétées par les réimputations sur le compte FISAC des crédits non utilisés par les bénéficiaires des subventions de ce fonds (16,5 M€ en 2013 et 12,2 M€ en 2014).

I-1 – Les opérations territoriales (opérations urbaines, opérations rurales).

L'évolution des différentes catégories d'opérations territoriales en 2014 par rapport à 2013 se caractérise par une diminution significative du nombre global de dossiers territoriaux reçus (273 contre 534, soit une diminution de 49 %). Cette situation est due à deux facteurs : d'une part, une moindre mobilisation des collectivités territoriales et des entreprises compte tenu de la poursuite des contraintes budgétaires ; d'autre part, la publication de la loi du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises met un terme à la procédure FISAC en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009 ; seuls les dossiers déposés antérieurement à la date du 20 juin 2014 demeurent éligibles à cette procédure.

Le nombre des dossiers financés en 2014 a enregistré une diminution par rapport à 2013 : 730 en 2014 contre 1090 en 2013. En 2013, la priorité avait été donnée aux dossiers donnant lieu à l'octroi de subventions dont le montant était inférieur à 50 000 € (hors études) et qui concernaient principalement des opérations en milieu rural. En 2014, le coût moyen d'un dossier, toutes opérations confondues, s'élève à 73 703 € (28 602 € en 2013).

Alors que l'année 2005 avait été marquée par l'apurement du stock considérable de dossiers enregistrés au cours de l'année 2004, les années 2006, 2007 et 2008 peuvent être regardées comme des années où les délais d'instruction de dossiers ont retrouvé un rythme normal. Les années 2009-2012 enregistrent une dégradation, due à l'augmentation des dossiers reçus (1 218 en 2012, 1 570 en 2011, 1 366 en 2010, 1 018 en 2009) et aux contraintes budgétaires. L'année 2013 est marquée, pour sa part, par une diminution du nombre de dossiers reçus, celui-ci s'établissant à 534. Ce mouvement s'accroît en 2014 pour les motifs rappelés ci-dessus, le nombre de dossiers reçus n'excédant pas 273. Au 31 décembre 2014, le nombre cumulé de dossiers instruits en attente de financement et de ceux en cours d'instruction s'élevait à 683 (1 247 en 2013, 1 839 dossiers en 2012, 1 098 en 2011, 716 en 2010, 229 en 2009, 94 en 2008). Par rapport à 2013, la baisse est significative.

Le délai moyen d'instruction par l'administration centrale, délai entre la date de réception du dossier et la date de proposition d'octroi de subvention à la signature du Ministre, est de 639 jours en 2014 (559 jours en 2013, une cinquantaine de jours sur la période 2007 -2009).

Cette forte augmentation est due à l'insuffisance des ressources disponibles qui conduit la DGE à différer les propositions de subventions à la signature du Ministre pour des dossiers dont l'instruction est pourtant achevée.

Cette instruction, grâce à la vigilance apportée à la définition des assiettes subventionnables et au choix des taux de subvention qui tiennent compte des effets prévisibles des opérations aidées et du contexte budgétaire, conduit à une réduction des aides allouées représentant 55% du montant des demandes formulées.

Les crédits consacrés aux opérations urbaines enregistrent une hausse significative en 2014. Ces crédits s'élèvent à 23,48 millions d'euros (dont 3,74 millions d'euros pour l'aide aux quartiers en difficulté) pour 238 décisions contre 7,98 millions d'euros et 132 décisions en 2013, soit une multiplication par 2,94 des crédits en cause et une augmentation de 80,3 % en unités.

De même, les montants dévolus aux opérations rurales enregistrent une hausse substantielle puisqu'ils atteignent 30,32 millions d'euros contre 23,16 millions d'euros en 2013 (+ 30,9 %). En revanche, le nombre des décisions enregistre une baisse importante, tombant de 955 en 2013 à 491 en 2014, soit une diminution de 48,6 %.

Tant pour les opérations urbaines que pour les opérations rurales, l'insuffisance des crédits budgétaires a eu pour conséquence le report sur l'année suivante du financement de nombreuses opérations. Ce phénomène s'est poursuivi en 2014, conduisant à reporter en 2015 le financement d'un nombre important d'opérations instruites en 2014 et en 2013.

Enfin, une seule étude a été financée en 2014 pour un coût de 6 613 €. 3 études avaient été financées en 2013.

I-2 – Les opérations nationales.

Au titre des dispositifs spécifiques, les crédits du FISAC ont permis également de financer en 2014 :

- les actions de développement économique réalisées avec les chambres de métiers et de l'artisanat. Une enveloppe de crédits de 4 M€ a été réservée à cet effet en 2014 (4,52 M€ en 2013) ;
- un abondement, à hauteur de 6,53 M€, des fonds propres de l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) (6,13 M€ en 2013) ;
- les Pôles d'innovation de l'artisanat à hauteur de 2,1 M€ (2,02 M€ en 2013).

1-3 – Par collectivité territoriale.

❖ Les régions :

↗ les plus fortes consommatrices :

C'est la région Rhône-Alpes qui arrive en tête au titre des bénéficiaires (8,96 M€) suivie par les régions Aquitaine (4,88 M€) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (4,56 M€).

Si l'on prend en compte le montant par habitant, les trois régions en tête en 2014 sont les régions Limousin, Poitou-Charentes et Aquitaine. En 2013, le classement était le suivant : Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes.

↘ les plus faibles consommatrices :

Ce sont les régions (hors DOM et Corse) Alsace, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Franche-Comté et Auvergne qui font le moins appel au FISAC.

En montant par habitant, le classement fait apparaître les régions métropolitaines suivantes : Alsace, Midi-Pyrénées et Ile-de-France. En 2013, les régions concernées étaient Ile-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Picardie.

❖ Les départements :

↗ les plus forts consommateurs :

Les cinq départements en tête sont : les Bouches-du-Rhône, le Nord, l'Ain, la Haute-Savoie et le Rhône. Aucun de ces départements ne figurait dans le classement 2013. En montant par habitant, ce sont les départements de la Corrèze, de la Creuse, de l'Ardèche, de l'Ain, de l'Orne et des Landes qui arrivent en tête.

↘ les plus faibles consommateurs :

Les départements les moins aidés sont la Lozère, le Gers, le Tarn-et-Garonne, l'Aveyron, le Lot et l'Aude (hors DOM). En 2013, les départements concernés étaient les Hautes-Pyrénées, la Haute-Saône, la Somme, le Tarn et Garonne, l'Essonne et les Hauts-de-Seine (Hors DOM).

* *

*

Ces observations ne doivent pas être considérées comme un palmarès, car des facteurs multiples peuvent se combiner pour expliquer ces situations (délai de mise au point des projets, concentration sur certains types d'opérations, dispersion géographique, situation économique locale). On peut d'ailleurs noter, d'une part, que ces constats ne se retrouvent pas d'une année sur l'autre et, d'autre part, que la taille des départements ou des régions ne constitue pas un élément toujours décisif dans l'explication du niveau d'appel aux crédits du FISAC.

II – BILAN GLOBAL SUR LA PERIODE 1992-2014.

Sur la période 1992-2014, le montant des aides allouées s'élève à 1 420,43 M€ pour 17 412 décisions attributives de subventions. La part relative aux dépenses d'investissement (758,04 M€) dépasse substantiellement celle afférente aux dépenses de fonctionnement (662,39 M€).

II-1 – Opérations conduites en milieu rural (communes de moins de 2 000 habitants jusqu'en 2009, communes de moins de 3 000 habitants depuis cette date).

En milieu rural, le FISAC peut intervenir, soit dans le cadre d'opérations individuelles (avec une commune ou un particulier), soit dans le cadre d'opérations d'aménagement (jusqu'en 2014) et d'opérations collectives de modernisation (avec une communauté de communes, par exemple).

De façon générale, l'impact du FISAC en milieu rural paraît très positif dès lors qu'il contribue au maintien d'activités de première nécessité au bénéfice des habitants des zones de revitalisation.

Des aides directes peuvent être attribuées à des entrepreneurs individuels pour la modernisation de leur outil de travail, sous réserve que l'opération ne crée ni de distorsion de concurrence ni un enrichissement sans cause.

Globalement, 64,63% des décisions prises durant cette période concernent le monde rural (soit 11 253 opérations). Par ailleurs, ces subventions en zone rurale représentent 30,1% du total des aides attribuées depuis 1992, soit 427,49 M€.

La répartition annuelle des subventions s'établit comme suit :

(en M€)

92	93	94	95	96	97	98	99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
0,73	6,9	9,5	7,8	10,3	9,3	10,5	11	14,3	9,3	10	19,3	29,9	28,2	23,7	24,2	25,9	32,2	26,9	31,7

En 2012, les subventions allouées représentent une somme de 19,11 M€, en 2013 une somme de 23,16 M€ et en 2014 une somme de 30,32 M€.

En moyenne, sur les cinq dernières années, le montant moyen de l'aide directe aux entreprises s'élève à 12 100 €.

L'évolution du montant moyen des aides aux collectivités territoriales s'établit ainsi sur les années 2008-2014 :

(en M€)

CATEGORIES D'OPERATIONS	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Opérations rurales individuelles	34 283	34 475	58 229	50 724	50 633	37 090	46 435
Opérations collectives de modernisation	142 810	172 222	165 026	136 015	146 390	82 551	99 188

Rapportées à une population de 19,8 millions d'habitants vivant en 2014 dans les communes de moins de 3 000 habitants, les aides du FISAC en milieu rural représentent approximativement 21,59 €/habitant pour la période 1992-2014 et 1,53 €/habitant en 2013.

II-2 - Opérations conduites en milieu urbain.

L'objectif général de ces opérations est d'apporter une aide au montage de projets associant les collectivités locales, les associations de commerçants et les chambres consulaires, ces projets intégrant tous les aspects d'une politique urbaine (transports, habitat, infrastructure, stationnement, accessibilité au centre-ville...). Depuis 1992, ces opérations représentent près de 27,39 % des décisions prises durant cette période (soit 4 769 opérations) et 36,42 % du montant total des subventions avec 517,41 M€.

Ces subventions se répartissent comme suit :
(en M€)

92	93	94	95	96	97	98	99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
5,1	8,5	8,9	9,4	23,2	19,3	29,5	29,3	37,9	24,3	27,1	26,2	31,2	38,6	33	30,1	20,5	24,5	19,6	24,7	11,9

Les subventions allouées en 2013 et en 2014 s'élèvent respectivement à 7,98 M€ et à 23,48 M€.

L'évolution du montant moyen des aides aux collectivités territoriales s'établit ainsi sur les cinq dernières années :

CATEGORIE D'OPERATION	2010	2011	2012	2013	2014
Opérations urbaines	144 067 €	144 479 €	114 350 €	60 485 €	98 662 €

Opérations urbaines FISAC 1992/2014 par taille de ville :

Nombre d'habitants	Montant de subvention (en €)	%	Population concernée	Montant moyen par habitant (en €)
3 000 à 5 000 (1)	71 237 140,00	13,79	5 386 802	13,2
5 000 à 15 000	140 191 878,00	27,15	11 375 800	12,3
15 000 à 30 000	105 186 576,00	20,37	7 641 861	13,8
Plus de 30 000	199 788 173,00	38,69	20 140 877	9,9
Total	516 403 767	100	44 545 340	11,6

(1) De 1992 à 2008, le montant de subvention concerne les communes urbaines de 2 000 à 5 000 habitants. A compter de 2009, date à laquelle les opérations urbaines s'appliquent aux communes de plus de 3 000 habitants, ce montant concerne donc les communes urbaines de 3 000 à 5 000 habitants.

Ce sont les communes de plus de 30 000 habitants qui ont bénéficié, en priorité, de ce dispositif (38,69 % du montant des subventions). Cela étant, l'effort du FISAC porte également sur les communes moyennes (communes de 5 000 à 30 000 habitants), dont les projets demeurent cohérents au regard des capacités financières d'intervention de ce fonds. On note à cet égard que les montants moyens par habitant concernant les villes de 3 000 à 5 000 habitants, celles de 5 000 à 15 000 habitants et celles de 15 000 à 30 000 habitants sont assez proches. Ils sont supérieurs au montant moyen par habitant se rapportant aux communes de plus de 30 000 habitants.

L'impact du FISAC, de fait, est lié étroitement à l'échelle financière de l'opération et son « cœur de cible » en milieu urbain demeure les villes moyennes, même si certaines opérations conduites dans des villes de plus de 50 000 habitants peuvent s'avérer opportunes, comme par exemple celles ayant pour objet d'agir sur un quartier particulier, voire une artère, ou encore celles ayant pour objet de restructurer une halle.

II – 3 - Opérations nationales.

Outre les actions de soutien au développement économique des chambres de métiers et de l'artisanat, le FISAC a contribué, jusqu'à 2012 inclus, à financer des opérations visant à venir en aide aux commerçants et aux artisans victimes de catastrophes naturelles, sanitaires ou accidentelles (remplacement de l'outil de production, pertes d'exploitation). La loi du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux TPE a supprimé la possibilité de mobiliser le FISAC lors de ces catastrophes. Les pôles d'innovation de l'artisanat et l'EPARECA reçoivent également une aide de l'Etat.

Les subventions accordées dans le cadre d'opérations exceptionnelles s'établissent comme suit :
(en M€)

1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2009	2010	2012
4,4	3,8	3,8	5,8	10,2	6	12,1	6,05	32 (1)	5	13,7	1,7 (2)	14,3	8,9	9,55 (3)	5 (4)	6,38 (5)	10,5 (6)	2,02 (7)

(1) Année exceptionnelle : tempêtes et inondations.

(2) Les provisions constituées pour indemniser les entreprises fruitières et légumières victimes du gel d'avril 2003, les entreprises victimes de la tornade du 15 juillet 2003 dans les Landes, ainsi que les entreprises sinistrées lors des inondations de décembre 2003 dans le sud de la France sont comptabilisées au titre de l'année 2004, les estimations correspondantes n'ayant pas été établies avant le 31 décembre 2003. Les provisions ont fait l'objet de décisions ministérielles à hauteur de 9,4 M€ en 2004.

(3) et (4) En 2006, 9,55 M€ ont été consacrés à la mise en place d'un dispositif d'aides aux entreprises ayant dû diminuer ou interrompre leur activité à la suite de l'épidémie provoquée par le chikungunya à La Réunion. La provision ainsi constituée devait permettre de prendre en charge les éventuelles conséquences d'une recrudescence de l'épidémie en 2007 et lors des années suivantes. L'épidémie ayant été jugulée, la provision a été ramenée à 4,55 M€ et le reliquat de 5 M€ a été réimputé sur le FISAC. Cette réaffectation a permis la constitution d'une nouvelle provision de 5 M€ destinée à indemniser les entreprises sinistrées à la suite du passage du cyclone Dean à la Martinique et à la Guadeloupe.

(5) Mise en place d'une provision de 4,78 M€ pour venir en aide aux entreprises victimes de la tempête Klaus et d'une mesure de prêts à taux 0 au profit des entreprises expéditrices et exportatrices de fruits fragilisés suite au gel survenu en 2008 (1,6 M€).

(6) Mise en place d'une provision de 5,5 millions d'euros pour venir en aide aux entreprises victimes de la tempête Xynthia (février-mars 2010) et d'une provision de 5 millions d'euros destinée à indemniser les entreprises sinistrées suite aux intempéries ayant affecté le département du Var en juin 2010.

(7) Mise en place d'une provision de 2,02 M€ pour venir en aide aux entreprises sinistrées suite aux intempéries de novembre 2011 ayant affecté plusieurs départements du sud de la France.

* *
*

Au total, sur les cinq dernières années, on peut estimer qu'au sein des opérations rurales et urbaines, une part significative a été consacrée à des actions s'inscrivant dans une politique nationale (halles et marchés, animateurs de centre-ville, commerces multiservices), où l'action volontariste de l'Etat a suscité, renforcé ou infléchi des choix locaux de manière déterminante. Ainsi, la mise aux normes de halles et de marchés, bien qu'obligatoire en vertu de directives communautaires et de réglementations nationales, a été délibérément soutenue. Il en va de même pour l'animation des centres-villes (dont le financement incombe pourtant au premier titre aux commerçants eux-mêmes) ou pour les commerces multiservices (dont l'offre étendue a été soutenue au-delà de la satisfaction spontanée des besoins locaux sur l'une des composantes de l'offre commerciale).

Au titre des opérations nationales, le FISAC assure le financement des actions de développement économique menées par les chambres de métiers et de l'artisanat. 4 M€ ont été consacrés à ces actions en 2014.

Le FISAC contribue au financement de l'EPARECA qui intervient au profit des centres commerciaux dégradés installés en quartiers prioritaires de la politique de la ville. Au titre de l'année 2014, une dotation de 6,53 M€ lui a été attribuée. Il a également alloué 2,1 M€ aux pôles d'innovation de l'artisanat.

III - LA GESTION DES FONDS PAR LE RSI.

En application de l'article 4 de la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social, le RSI (Régime Social des Indépendants), assure le paiement des aides en conformité avec la réglementation applicable en l'espèce et les instructions données par la DGE. Cette gestion est formalisée par une convention dont la dernière en date a été signée par l'Etat et le RSI le 14 février 2012.

IV – EVALUATION

La DGE réalise chaque année une enquête visant notamment à mesurer le taux de survie des entreprises aidées par le FISAC dans le cadre des opérations individuelles en milieu rural. A trois ans, le taux de pérennité s'élève en moyenne à 92,36% et à 5 ans à 89,08%. Par ailleurs, les améliorations récentes apportées au questionnaire adressé aux bénéficiaires permettent d'obtenir des informations sur l'évolution du chiffre d'affaire des entreprises consécutivement à l'octroi de l'aide du FISAC. Ainsi, entre 2006 et 2010, plus d'une entreprise sur deux (56,48% en moyenne sur les 5 années considérées) déclare une augmentation de son CA, quel que soit le type d'investissement réalisé (création, reprise, modernisation). Bien que l'existence d'un lien direct entre subvention et évolution de l'activité paraisse difficile à établir en raison des nombreux autres facteurs susceptibles d'influer sur le chiffre d'affaires, il est probable que l'aide apportée par le FISAC ait un effet significatif sur le développement de l'activité des entreprises après plusieurs années d'exercice.

En 2007, une étude d'évaluation des opérations collectives financées par le FISAC (opérations urbaines, opérations collectives de modernisation) a été confiée, après appel d'offres à un prestataire extérieur. Le rapport d'évaluation portant sur 15 opérations a été remis à la fin du premier semestre 2008. Les résultats de cette étude mettent en évidence les effets positifs des interventions du FISAC et fournissent des observations utiles pour une optimisation des choix opérationnels des maîtres d'ouvrage. En particulier, ces résultats démontrent notamment que le FISAC impulse une démarche partenariale de projet, qu'il est un outil d'intervention souple s'adaptant à chaque cas particulier, qu'il apporte une aide indispensable au maintien des marchés non sédentaires, que le Fonds impulse des co-financements importants dans les opérations d'aides directes contribuant à la modernisation des entreprises et que les actions structurantes financées ont un effet durable en matière d'aménagements urbains comme en matière de structuration du contexte relationnel.

**ELEMENTS
COMPLEMENTAIRES
D'INFORMATION SUR LES
OPERATIONS NATIONALES
ET TERRITORIALES**

PART DES COFINANCEURS
 (sur la base des plans de financement présentés à l'appui de la demande)
 Décisions du 15/02/2014 au 20/12/2014

Coût total prévu pour cette période : 508 477 328
Nombre de décisions : 730

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POURCENTAGE
Fisac	118 122 266	23,23%
Etat	9 593 645	1,89%
Europe	4 606 242	0,91%
Entreprises	95 462 055	18,77%
Chambres consulaires	2 886 845	0,57%
Autres	9 324 626	1,83%
Collectivités territoriales		
Commune	192 914 955	37,94%
Département	21 546 805	4,24%
Région	24 340 033	4,79%
EPCI	29 679 855	5,84%
Totaux	508 477 328	100,00%

PART DES COFINANCEURS PAR TYPE D'OPERATION
Année 2014

TYPE D'OPERATION :		OPERATIONS URBAINES		Nombre de décisions	217
				Coût prévu :	253 511 270
CO-FINANCEUR		SUBVENTIONS		POURCENTAGE	
Fisac		59 936 447		23,64	
Etat		2 557 330		1,01	
Europe		1 060 531		0,42	
Entreprises		24 561 268		9,69	
Chambres consulaires		1 587 903		0,63	
Autres		3 093 160		1,22	
Collectivités territoriales					
Commune		129 731 677		51,17	
Département		5 672 514		2,24	
Région		9 195 393		3,63	
EPCI		16 115 047		6,36	
Totaux		253 511 270		100,00	
TYPE D'OPERATION :		ETUDES		Nombre de décisions	1
				Coût prévu :	26 450
CO-FINANCEUR		SUBVENTIONS		POURCENTAGE	
Fisac		6 612		25,00	
Collectivités territoriales					
Commune		13 226		50,00	
Région		6 612		25,00	
Totaux		26 450		100,00	
TYPE D'OPERATION :		OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES SEDENTAIRES		Nombre de décisions	285
				Coût prévu :	77 996 374
CO-FINANCEUR		SUBVENTIONS		POURCENTAGE	
Fisac		20 674 236		26,51	
Etat		2 467 942		3,16	
Europe		1 508 496		1,93	
Entreprises		5 752 943		7,38	
Chambres consulaires		17 500		0,02	
Autres		2 702 235		3,46	
Collectivités territoriales					
Commune		28 589 314		36,65	
Département		7 507 906		9,63	
Région		4 223 733		5,42	
EPCI		4 552 069		5,84	
Totaux		77 996 374		100,00	

**TYPE D'OPERATION : OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES
NON SEDENTAIRES**

Nombre de décisions **10**
Coût prévu : **772 509**

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POURCENTAGE
Fisac	214 588	27,78
Entreprises	191 523	24,79
Collectivités territoriales		
Communes	118 087	15,29
Département	87 932	11,38
EPCI	20 000	2,59
Autres	140 379	18,17
Totaux	772 509	100,00

**TYPE D'OPERATION : OPERATIONS D'AMENAGEMENT
DANS LES COMMUNES RURALES**

Nombre de décisions **79**
Coût prévu : **51 842 388**

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POURCENTAGE
Fisac	11 672 522	22,52
Etat	3 534 778	6,82
Europe	815 202	1,57
Entreprises	517 192	1,00
Chambres consulaires	42 211	0,08
Autres	2 658 127	5,13
Collectivités territoriales		
Commune	23 586 877	45,50
Département	5 107 972	9,85
Région	2 555 292	4,93
EPCI	1 352 215	2,61
Totaux	51 842 388	100,00

**TYPE D'OPERATION : OPERATIONS COLLECTIVES
DE MODERNISATION**

Nombre de décisions 117
Coût prévu : 108 215 467

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POURCENTAGE
Fisac	19 838 157	18,33
Etat	372 432	0,34
Europe	956 798	0,88
Entreprises	60 626 436	56,02
Chambres consulaires	1 063 967	0,98
Autres	285 223	0,26

Collectivités territoriales

Commune	6 275 172	5,80
Département	3 048 954	2,82
Région	8 345 097	7,71
EPCI	7 403 231	6,84

Totaux	108 215 467	100,00
---------------	--------------------	---------------

**TYPE D'OPERATION : OPERATIONS EN ZONE URBAINE
SENSIBLE**

Nombre de décisions 21
Coût prévu : 16 112 869

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POURCENTAGE
Fisac	5 779 704	35,87
Etat	661 163	4,10
Europe	265 214	1,65
Entreprises	3 812 695	23,66
Chambres consulaires	175 264	1,09
Autres	445 503	2,76

Collectivités territoriales

Commune	4 600 602	28,55
Département	121 526	0,75
Région	13 905	0,09
EPCI	237 293	1,47

Totaux	16 112 869	100,00
---------------	-------------------	---------------

TOTAL GENERAL		100,00
----------------------	--	---------------

L'ÉVALUATION DES AIDES ACCORDEES PAR LE FISAC

1 - Les aides aux entreprises (opérations individuelles)

La DGE réalise chaque année depuis 2005, des enquêtes pour comparer le taux de survie des entreprises aidées, trois ans et cinq ans après l'octroi de l'aide, au taux de survie des entreprises comparables.

Les DIRECCTE recueillent, auprès d'exploitants aidés des informations portant, notamment, sur le chiffre d'affaires de l'entreprise, sur le nombre d'emplois créés, sur l'utilité de la subvention accordée, sur les effets de la subvention FISAC et sur les éventuelles difficultés financières rencontrées par l'entreprise.

Les enquêtes, qui portent annuellement sur une quinzaine de bénéficiaires (entreprises et collectivités) aidés par région pour chacune des années considérées, font apparaître les résultats globaux suivants :

En moyenne, sur la période 1999-2010 :

- les opérations en faveur des bénéficiaires se répartissent comme suit : création : 35,5% ; reprise : 16,7% ; modernisation : 47,8%¹ ;
- les taux de survie des entreprises aidées par le FISAC atteignent globalement 92,36 % à 3 ans et 89,08 % à 5 ans.

Par comparaison, l'enquête que l'INSEE a réalisée sur les entreprises commerciales et artisanales créées ou reprises en 2002 et en 2006 et implantées dans des communes de moins de 2 000 habitants fait apparaître que les entreprises ayant bénéficié d'une aide publique au moment de leur création ont de meilleures chances de survie. Les taux de survie atteignent 78,6% à 3 ans et 65,3% à 5 ans lorsque l'entreprise a bénéficié d'une aide publique alors qu'ils ne dépassent pas 71,8% et 59,5 % dans le cas contraire.

L'intégration, dans l'enquête, depuis quatre ans, de nouveaux éléments d'analyse portant sur l'évolution du chiffre d'affaires des entreprises ayant bénéficié d'une aide du FISAC aboutit aux résultats suivants : entre 2006 et 2010, plus d'une entreprise sur deux (56,48% en moyenne sur les 5 années considérées) déclare une augmentation de son CA quel que soit le type d'investissement réalisé (création, reprise, modernisation). Sur cette même période de cinq ans, il est intéressant de constater que, parmi les bénéficiaires ayant déclaré une augmentation de chiffre d'affaires, 54,94% enregistrent une augmentation de leur CA supérieure à 10% consécutivement à l'aide obtenue au titre du FISAC.

Par ailleurs, en matière de création d'emplois (hors chef d'entreprise) les déclarations des bénéficiaires recueillies cette année dans le cadre de l'enquête font apparaître les chiffres suivants : les entreprises bénéficiaires du FISAC en 2008 attestent de 202 emplois créés depuis l'obtention de l'aide et celles aidées en 2010 de 185 créations, étant souligné que l'objectif principal des aides du FISAC est la création ou le maintien d'une activité commerciale de proximité et non la création d'emplois.

¹ Résultats obtenus sur la base d'un échantillon de 2 265 bénéficiaires interrogés.

L'enquête permet également d'apprécier les motivations principales des bénéficiaires du FISAC lors de la sollicitation du Fonds. Au regard des réponses apportées, on constate que pour trois entreprises sur quatre, la réduction du poids financier supporté par les porteurs de projets constitue leur motivation première conduisant à la sollicitation du FISAC (75,63 % en moyenne pour les entreprises aidées entre 2005 et 2010). Néanmoins, pour près d'un bénéficiaire sur quatre, le rôle d'effet de levier joué par le FISAC semble déterminant dans la naissance et/ou la définition même du projet d'investissement. Ainsi, sur les six années considérées, pour près de 13% des bénéficiaires, le FISAC est à l'origine du projet d'investissement et pour 11,5% d'entre eux, la possibilité de solliciter le Fonds représente un moyen d'envisager un projet plus ambitieux que celui initialement prévu.

Enfin, l'enquête de cette année introduit de nouveaux éléments d'analyse relatifs aux aides apportées par le FISAC dans les communes rurales ne disposant que d'une seule activité commerciale. Ainsi, les derniers commerces de la commune représentent en moyenne 19,6% du nombre de bénéficiaires total sur les deux années considérées, soit près d'un dossier sur 5. Par ailleurs, il semble que le soutien du FISAC contribue significativement au maintien de la seule (ou dernière) activité commerciale dans les communes de moins de 3 000 habitants. En effet, le taux de maintien de ces activités commerciales se situe en moyenne autour de 88% pour les deux années considérées.

2 - Les aides accordées dans le cadre d'opérations collectives

Dans le prolongement de ces enquêtes, un cahier des charges pour une évaluation d'opérations territoriales collectives (opérations urbaines, opérations collectives de modernisation en milieu rural) que finance le FISAC a été rédigé en 2007.

Le rapport d'évaluation devait, d'une part, rechercher si les actions retenues dans les programmes aidés étaient bien définies et correctement dimensionnées par rapport aux objectifs poursuivis, et d'autre part, évaluer l'efficacité des actions engagées et leurs effets sur l'activité commerciale locale (cf principaux résultats page 20).

En outre, le prestataire chargé de cette évaluation devait proposer un projet de grille d'évaluation que les porteurs de projet pourraient à l'avenir renseigner au fur et à mesure de l'évolution de l'opération qu'ils conduisent. La démarche d'évaluation retenue a été construite sur la base de l'analyse de 15 opérations collectives sélectionnées en tenant compte à la fois :

- d'une répartition géographique représentative du territoire national ;
- et d'une ventilation par tranche de population (commune de moins de 10 000 habitants, entre 10 000 et 30 000 habitants et plus de 30 000 habitants) pour les opérations urbaines retenues.

ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES CHAMBRES DE METIERS ET DE L'ARTISANAT (DEVECO)

L'Etat apporte un cofinancement aux actions de développement économique menées en faveur des entreprises artisanales par le réseau consulaire des métiers ainsi que par l'assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat (APCMA). Ce dispositif est organisé par la circulaire du 23 décembre 2002 modifiée par la circulaire du 20 avril 2005.

En 2014, les actions éligibles sont constituées de prestations d'accompagnement et de suivi collectives ou individuelles fournies aux entreprises artisanales dans six domaines et s'inscrivant dans les enjeux stratégiques du Pacte pour l'Artisanat présenté en conseil des Ministres en janvier 2013. Ces actions contribuent à l'essor de l'artisanat, au maintien du tissu économique et des entreprises sur les territoires, au développement durable et local ainsi qu'à la promotion de l'emploi.

En 2014, la dotation totale imputée sur les crédits du FISAC et attribuée au réseau consulaire des métiers a été fixée à 4 M€, en diminution par rapport aux dotations de 2012 et 2013 qui s'élevaient respectivement à 8 M€ puis 4.5 M€. Ces réductions ont été reportées de manière uniforme sur l'ensemble des chambres régionales.

L'année 2014 est la cinquième année de la mise place de la régionalisation du dispositif sur tout le territoire. Une convention unique de développement économique est conclue entre l'Etat et la chambre régionale des métiers et de l'artisanat, considérée comme maître d'ouvrage.

Cette convention précise les termes d'un contrat d'objectifs régionaux déclinés au niveau de chaque département permettant aux chambres de métiers et de l'artisanat de ces régions d'organiser leurs services de développement économique respectifs de façon concertée et mutualisée. Au delà de l'optimisation des ressources, ce dispositif a également pour objectif de contribuer à la démarche de « bonne gouvernance » et de « transparence » demandée aux réseaux consulaires des métiers et, plus généralement, de susciter l'émergence d'un véritable esprit de réseau et d'une stratégie au bénéfice des entreprises.

Les chambres sont progressivement passées d'une logique de fonctionnement à une logique de projet et de performance des actions au profit des entreprises artisanales.

En 2012, l'évaluation de ce dispositif menée pendant 7 mois par un prestataire montre qu'il est un outil indispensable dont la souplesse lui permet d'accompagner la stratégie régionale des CMA au profit des entreprises artisanales. Il a un effet de levier confirmé sur les autres partenaires financiers et permet de mettre en œuvre des actions pertinentes au regard des besoins des entreprises et de financer des actions originales et innovantes. Il a un effet réel sur les entreprises artisanales qui apprécient l'accompagnement apporté dans l'adaptation aux évolutions économiques pour permettre la pérennisation et la création d'emploi.

Néanmoins, la baisse des crédits afférents à ce dispositif n'a pas permis de tirer toutes les conséquences de l'étude menée en 2012, et ce malgré un bilan globalement positif.

La contraction constante des crédits conjuguée au caractère très généraliste des domaines soutenus ont conduit à réformer le dispositif en 2015. Cette réforme aura vocation à appuyer des actions plus ciblées et limitées des chambres en adéquation avec les priorités ministérielles (par exemple soutien aux entreprises en difficulté, artisanat d'art, accompagnement de la jeune entreprise...).

L'EPARECA (ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL D'AMENAGEMENT ET DE RESTRUCTURATION DES ESPACES COMMERCIAUX ET ARTISANAUX)

1 - L'Établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) constitue une forme originale et exceptionnelle d'intervention économique de l'État au profit des centres commerciaux dégradés, dans le cadre de la politique nationale de revitalisation des quartiers en difficulté.

L'EPARECA a été créé par la loi du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du Pacte de relance pour la ville. Parmi ses différentes tutelles, le ministère en charge du commerce et de l'artisanat assure le rôle d'interlocuteur privilégié, d'autant qu'il en assume seul, depuis 2005, le financement.

2 – Contrat d'objectifs et de performance

L'EPARECA s'est doté d'un nouveau Contrat d'Objectifs et de Performance (COP) pour la période 2013-2015, signé fin 2013 par les 3 ministres de tutelle de l'établissement. Ce COP donne lieu à la réalisation de 32 actions, qui sont assorties de délais et de livrables identifiés.

L'élaboration du COP a répondu à 4 objectifs principaux :

- Equilibrer la couverture territoriale de l'EPARECA, et renforcer ses partenariats avec les collectivités ;
- Définir des critères permettant de prioriser les investissements dans le cadre de la géographie prioritaire de la politique de la ville ;
- Faire évoluer l'EPARECA vers un statut d'expert national en matière d'immobilier artisanal et commercial dans les quartiers fragiles ;
- Conforter les quatre grands métiers de l'établissement : mise en œuvre des politiques publiques, promoteur public, exploitant de centres commerciaux et artisanaux et investisseur/gestionnaire d'actifs.

Le COP prévoit notamment un important plan de 75M€ d'investissements, correspondant à environ une quinzaine de nouvelles opérations.

L'année 2014 a marqué l'accomplissement d'un des objectifs principaux du COP, par la création d'une société foncière avec la Caisse des Dépôts et Consignations devant exploiter les centres commerciaux ayant vocation à être vendus au secteur privé lorsque leur rentabilité sera assurée.

En 2014, la dotation budgétaire annuelle a été fixée à 6.5M€ et EPARECA a réalisé 2 nouvelles mises en investissement et 5 décisions modificatives pour un montant estimé de 3M€.

18 opérations sont achevées et revendues, 23 centres sont en exploitation et 30 en production, 40 dossiers font l'objet d'études préalables.

LES POLES D'INNOVATION POUR L'ARTISANAT ET LES PETITES ENTREPRISES

Les pôles d'innovation pour l'artisanat et les petites entreprises (PIAPE) ont pour mission de susciter et d'accompagner les projets d'innovation des artisans. En assurant l'interface entre les professionnels et les centres de compétence (centres techniques, laboratoires, établissements d'enseignement supérieur) ils permettent de diffuser à l'échelle nationale les solutions techniques les plus adaptées aux besoins des très petites entreprises, et d'adapter à ces dernières les solutions technologiques mises au point initialement pour des entreprises de taille plus importante. Ils apportent ainsi aux entreprises artisanales, dont les moyens sont limités, l'appui dont elles ont besoin pour mettre en œuvre des innovations technologiques, organisationnelles ou de services.

Actuellement au nombre de vingt et un, ces pôles couvrent des domaines variés, allant de la fabrication et la réparation de l'instrumentation musicale aux métiers de bouche et à l'imprimerie en passant par les techniques multimédias et la restauration du patrimoine.

Pour les aider à assurer leurs missions, la DGE leur apporte un soutien financier. Financés sur une base triennale sur la période 2009-11, pour assurer aux pôles une meilleure visibilité, ils n'ont cependant pu être financés que sur une base annuelle depuis 2012 avec une enveloppe de 2,8 M€ en 2012, 2 M€ en 2013 et 2,1 M€ en 2014.

À la demande de la DGE, un prestataire extérieur a réalisé de septembre 2010 à avril 2011 une étude d'évaluation de la politique nationale des pôles d'innovation axée sur la gouvernance, l'articulation et la complémentarité des pôles d'innovation avec les autres structures d'appui à l'innovation (centres techniques, structures de recherche, etc.) et sur les résultats atteints au regard des missions confiées aux pôles d'innovation. Pour l'essentiel, cette étude, qui fait douze recommandations pour améliorer la politique des pôles d'innovation, relève que cette politique est pertinente, car elle est le seul instrument d'appui à l'innovation dédié à l'artisanat, mais qu'elle reste largement méconnue et demeure insuffisamment articulée, tant au plan national que dans les pôles d'innovation, avec les autres dispositifs d'appui à l'innovation, pour créer des synergies pouvant profiter aussi bien à l'artisan qu'à l'industriel.

Les PIA ont fait l'objet d'une nouvelle évaluation en 2013 qui a montré un certain nombre de faiblesses du dispositif actuel qu'il s'agisse du fonctionnement du réseau (insuffisante ouverture sur l'extérieur, absence de taille critique, dépendance financière vis-à-vis de la DGE), ou de sa gouvernance et de son pilotage. Cette évaluation a également fait ressortir les atouts du dispositif : démarche nationale appréciée par les entreprises et leurs organisations, label valorisant pour l'artisanat et gage de qualité, levier pour la mobilisation d'autres soutiens financiers, structures d'appui facilement accessibles pour accompagner les démarches d'innovation et de modernisation des entreprises.

Il a été conclu que le dispositif des PIA méritait d'être poursuivi à condition d'évoluer pour gagner en lisibilité et en efficacité, cette évolution passant par une redéfinition des critères de labellisation, une dissociation entre labellisation et financement DGE, et une modernisation de la gouvernance.

Sur cette base, une nouvelle procédure de labellisation a donné lieu à la publication d'un appel à candidature fin 2014.

Le cahier des charges de cet appel à candidature a défini les critères d'éligibilité à cette labellisation parmi lesquels figurent la capacité du candidat à :

- Avoir une réflexion prospective sur l'évolution du secteur et des innovations à adopter pour le moderniser, et la diffuser auprès des entreprises de son secteur ;
- Disposer d'une expertise technique reconnue dans son domaine, en interne ou via des partenariats ;
- Fédérer les entreprises artisanales ;
- Assurer une veille technique et réglementaire et la diffuser ;
- Accompagner les entreprises dans leur recherche de conseil et d'expertise ;
- Mutualiser entre pôles le traitement de problématiques communes à plusieurs professions artisanales ;
- Développer des outils de pilotage ;
- Exercer son activité de manière pérenne, notamment en disposant d'une autonomie financière.

Enfin, le cahier des charges précise que les PIA existant qui candidatent devront privilégier le rapprochement avec les autres pôles positionnés sur les mêmes secteurs et les mêmes thématiques.

Le label sera attribué par le Ministre chargé de l'artisanat au cours du 2ème semestre de l'année 2015 après consultation d'un comité de sélection.

Par la suite, seuls les pôles labellisés pourront bénéficier d'une subvention de la DGE au titre des actions annuelles qui seront proposées et qui feront l'objet de l'établissement d'une convention. Il est cependant à noter que la labellisation n'ouvrira pas automatiquement droit à un financement.

METHODOLOGIE

Les données présentées dans ce rapport correspondent à l'état des opérations aidées par le FISAC en 2014. Les données utilisées sont celles disponibles à la date du 1^{er} janvier 2015.

Les opérations urbaines et rurales de l'année 2014 sont comptabilisées au titre de cette période dès lorsqu'elles ont été soumises à la signature du ministre.

Les différents types d'opération ont été regroupées pour obtenir une classification simple :

- opérations rurales pour les communes de moins de 3 000 habitants ;
- opérations urbaines au-delà de ce seuil, pour les projets associant les collectivités locales, les associations de commerçants et les chambres consulaires dans le cadre d'opérations intégrant tous les aspects d'une politique urbaine (transport, habitat, infrastructure, stationnement, accessibilité au centre-ville,...) ;
- actions de développement économique des Chambres de Métiers et de l'Artisanat ;
- « divers » concernant les actions pour lesquelles le FISAC est sollicité pour des opérations sectorielles ou encore pour la réalisation d'études préalables aux opérations urbaines.

Trois présentations par région et par département sont effectuées pour l'année 2014 et pour l'ensemble de la période 1992 – 2014 :

- classement alphabétique ;
- classement en fonction du montant des subventions accordées ;
- classement en fonction du montant de subvention rapporté à la population de la collectivité.

FISAC
Année 2014

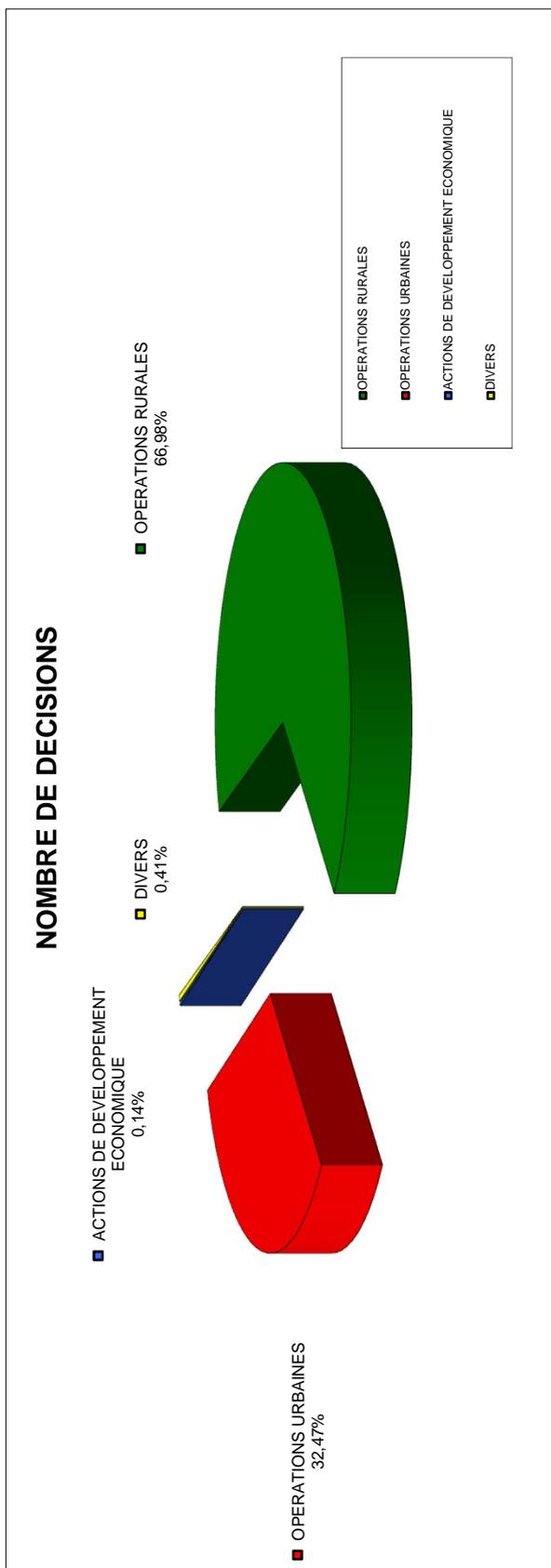
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATIONS
POUR L'ANNEE 2014
(en euros)**

TYPE OPERATION	DECISIONS	FONCT	INVEST	TOTAL
OPERATIONS RURALES	491	2 865 848	27 456 001	30 321 849
OPERATIONS URBAINES	238	6 878 167	16 603 295	23 481 462
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	1	4 000 000	0	4 000 000
DIVERS *	3	8 632 939	0	8 632 939
TOTAL	733	22 376 954	44 059 296	66 436 250

(*) Opérations nationales diverses dont :
- dotation de l'EPARECA
- PIA
- études préalable

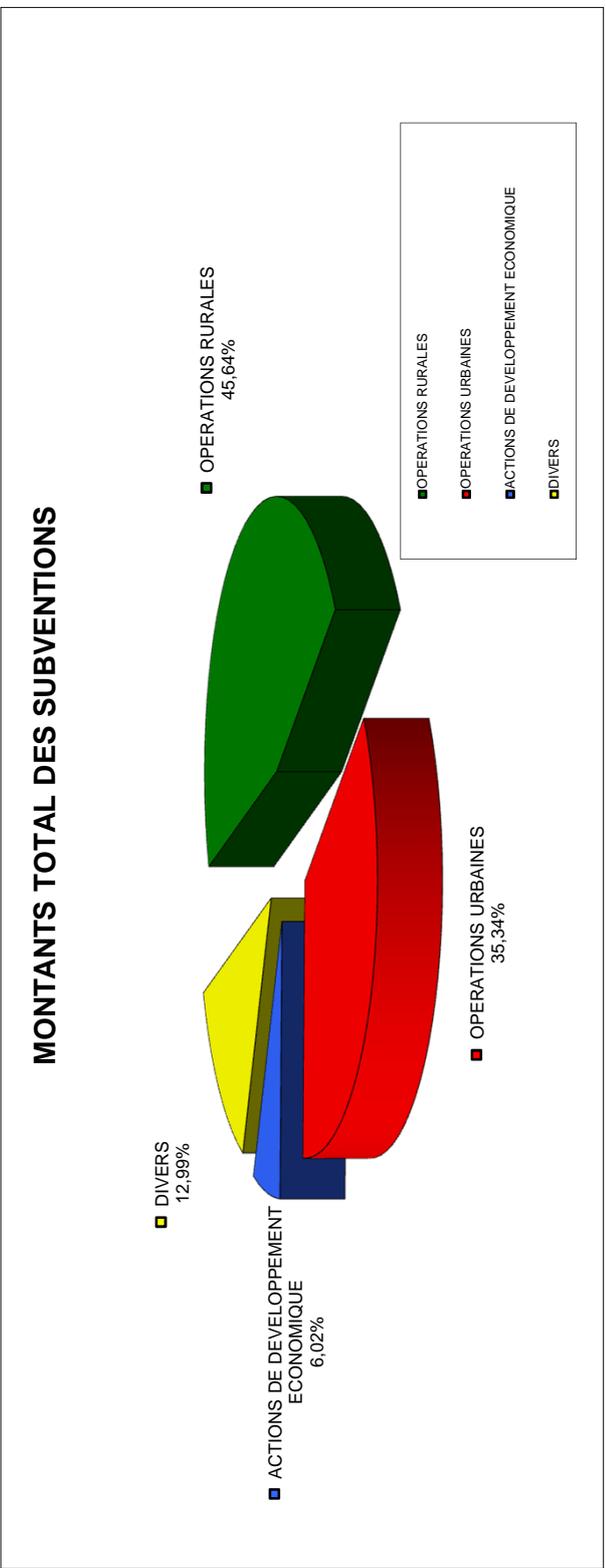
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR CATEGORIE D'OPERATION
POUR L'ANNEE 2014
(nombre de décisions)**

TYPE OPERATION	NOMBRE DE DECISIONS
OPERATIONS RURALES	491
OPERATIONS URBAINES	238
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	1
DIVERS	3
TOTAL	733



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR CATEGORIE D'OPERATION
POUR L'ANNEE 2014
(en euros)**

TYPE OPERATION	MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS
OPERATIONS RURALES	30 321 849
OPERATIONS URBAINES	23 481 462
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	4 000 000
DIVERS	8 632 939
TOTAL	66 436 250



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS
PAR TYPE D'OPERATION DETAILLE
en 2014

TYPE D'OPERATION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE
Opérations rurales				
OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES	13 698 401	0	13 698 401	295
OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL	11 605 055	2 808 513	8 796 542	117
OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES	5 018 393	57 335	4 961 058	79
Opérations urbaines				
OPERATIONS URBAINES	19 743 405	6 143 248	13 600 157	217
OPERATIONS URBAINES EN ZUS OU ZFU	3 738 057	734 919	3 003 138	21
Actions de développement économique des chambres de métiers				
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	4 000 000	4 000 000	0	1
Divers				
ACTIONS COLLECTIVES SPECIFIQUES NATIONALES (EPARECA)	6 526 326	6 526 326	0	1
POLES D'INNOVATION A L'ARTISANAT (PIA)	2 100 000	2 100 000	0	1
ETUDES	6 613	6 613	0	1
TOTAL	66 436 250	22 376 954	44 059 296	733

**Présentation
par
région**

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION
en 2014
(classement alphabétique)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ALSACE	578 144,00	136 759,00	441 385,00	15	1 843 053	0,31
ANTILLES-GUYANE	11 954,00	11 954,00	0,00	1	17 362	0,69
AQUITAINE	4 877 067,00	550 812,00	4 326 255,00	64	3 206 137	1,52
AUVERGNE	1 155 174,00	145 034,00	1 010 140,00	18	1 343 964	0,86
BASSE-NORMANDIE	2 059 321,00	89 180,00	1 970 141,00	43	1 470 880	1,40
BOURGOGNE	1 159 625,00	199 805,00	959 820,00	19	1 642 440	0,71
BRETAGNE	1 405 808,00	245 410,00	1 160 398,00	30	3 175 064	0,44
CENTRE	3 233 734,00	645 566,00	2 588 168,00	40	2 538 590	1,27
CHAMPAGNE-ARDENNES	1 326 919,00	218 110,00	1 108 809,00	11	1 337 953	0,99
CORSE	176 446,00	47 235,00	129 211,00	1	305 674	0,58
FRANCHE-COMTE	1 029 845,00	231 023,00	798 822,00	21	1 168 208	0,88
HAUTE-NORMANDIE	1 968 800,00	339 761,00	1 629 039,00	25	1 832 942	1,07
ILE-DE-France	4 311 232,00	710 118,00	3 601 114,00	40	11 728 240	0,37
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 009 240,00	213 364,00	795 876,00	17	2 610 890	0,39
LIMOUSIN	2 543 783,00	616 756,00	1 927 027,00	36	741 785	3,43
LORRAINE	1 172 455,00	244 109,00	928 346,00	16	2 350 112	0,50
MIDI-PYRENEES	985 422,00	189 859,00	795 563,00	18	2 862 707	0,34
NORD/PAS-DE-CALAIS	2 844 578,00	666 770,00	2 177 808,00	52	4 033 197	0,71
PAYS-DE-LOIRE	3 713 497,00	181 468,00	3 532 029,00	43	3 539 048	1,05
PICARDIE	1 476 946,00	155 045,00	1 321 901,00	15	1 911 157	0,77
POITOU-CHARENTES	2 700 237,00	255 299,00	2 444 938,00	34	1 760 575	1,53
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	4 560 748,00	1 476 998,00	3 083 750,00	51	4 889 053	0,93
REUNION	551 094,00	240 594,00	310 500,00	2	816 364	0,68
RHONE-ALPES	8 957 855,00	1 939 599,00	7 018 256,00	118	6 174 040	1,45
Total	53 809 924,00	9 750 628,00	44 059 296,00	730		

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION**

en 2014

(classement par montant de subvention)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
RHONE-ALPES	8 957 855,00	1 939 599,00	7 018 256,00	118	6 174 040	1,45
AQUITAINE	4 877 067,00	550 812,00	4 326 255,00	64	3 206 137	1,52
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	4 560 748,00	1 476 998,00	3 083 750,00	51	4 889 053	0,93
ILE-DE-France	4 311 232,00	710 118,00	3 601 114,00	40	11 728 240	0,37
PAYS-DE-LOIRE	3 713 497,00	181 468,00	3 532 029,00	43	3 539 048	1,05
CENTRE	3 233 734,00	645 566,00	2 588 168,00	40	2 538 590	1,27
NORD/PAS-DE-CALAIS	2 844 578,00	666 770,00	2 177 808,00	52	4 033 197	0,71
POITOU-CHARENTES	2 700 237,00	255 299,00	2 444 938,00	34	1 760 575	1,53
LIMOUSIN	2 543 783,00	616 756,00	1 927 027,00	36	741 785	3,43
BASSE-NORMANDIE	2 059 321,00	89 180,00	1 970 141,00	43	1 470 880	1,40
HAUTE-NORMANDIE	1 968 800,00	339 761,00	1 629 039,00	25	1 832 942	1,07
PICARDIE	1 476 946,00	155 045,00	1 321 901,00	15	1 911 157	0,77
BRETAGNE	1 405 808,00	245 410,00	1 160 398,00	30	3 175 064	0,44
CHAMPAGNE-ARDENNES	1 326 919,00	218 110,00	1 108 809,00	11	1 337 953	0,99
LORRAINE	1 172 455,00	244 109,00	928 346,00	16	2 350 112	0,50
BOURGOGNE	1 159 625,00	199 805,00	959 820,00	19	1 642 440	0,71
AUVERGNE	1 155 174,00	145 034,00	1 010 140,00	18	1 343 964	0,86
FRANCHE-COMTE	1 029 845,00	231 023,00	798 822,00	21	1 168 208	0,88
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 009 240,00	213 364,00	795 876,00	17	2 610 890	0,39

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION**

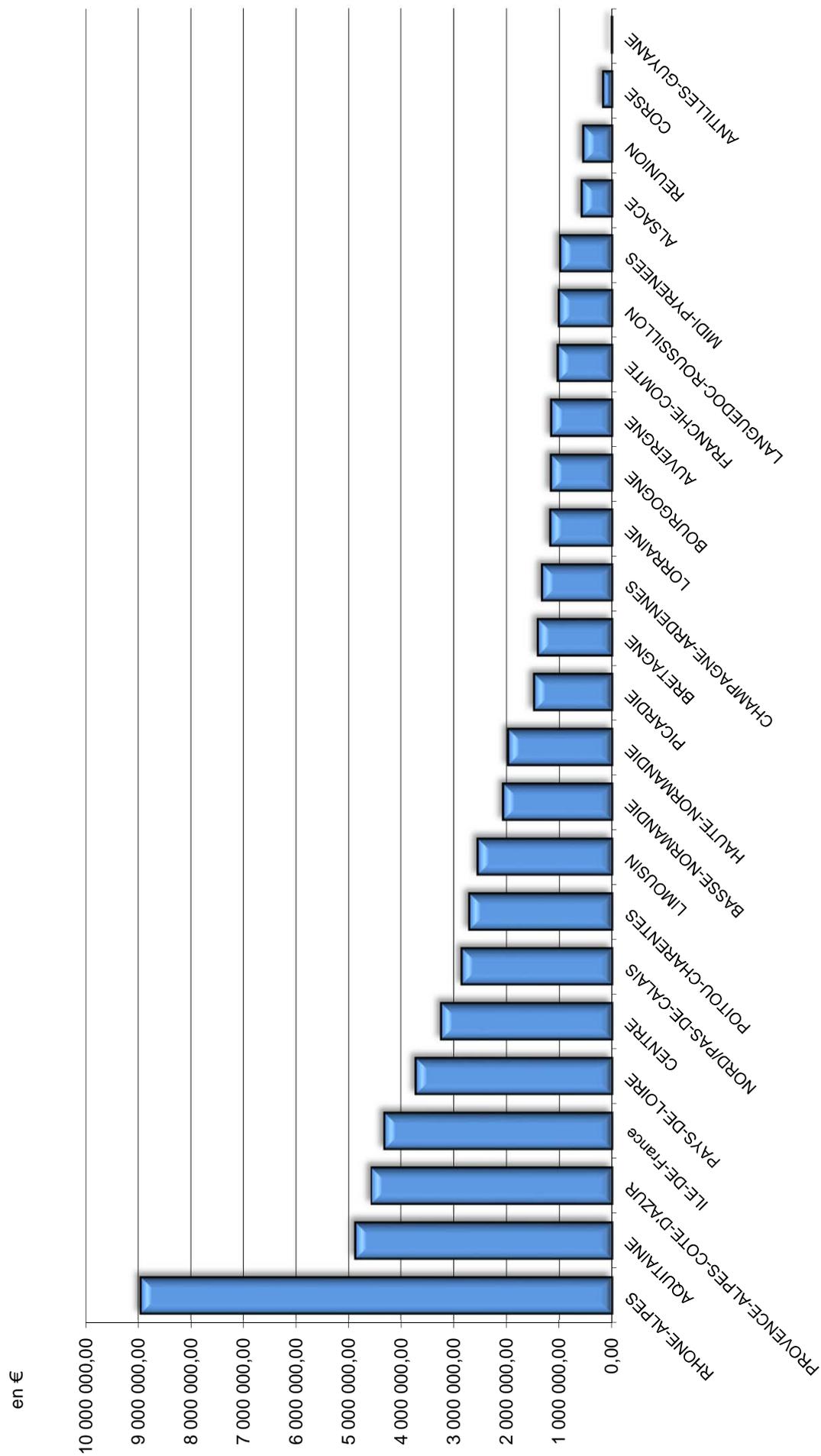
en 2014

(classement par montant de subvention)

MIDI-PYRENEES	985 422,00	189 859,00	795 563,00	18	2 862 707	0,34
ALSACE	578 144,00	136 759,00	441 385,00	15	1 843 053	0,31
REUNION	551 094,00	240 594,00	310 500,00	2	816 364	0,68
CORSE	176 446,00	47 235,00	129 211,00	1	305 674	0,58
ANTILLES-GUYANE	11 954,00	11 954,00	0,00	1	17 362	0,69
TOTAL	53 809 924	9 750 628	44 059 296	730		

Hors dotations EPARECA et action de développement économique et PIA

**Montant cumulé des subventions FISAC
par région en 2014
(en euros)**



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION**

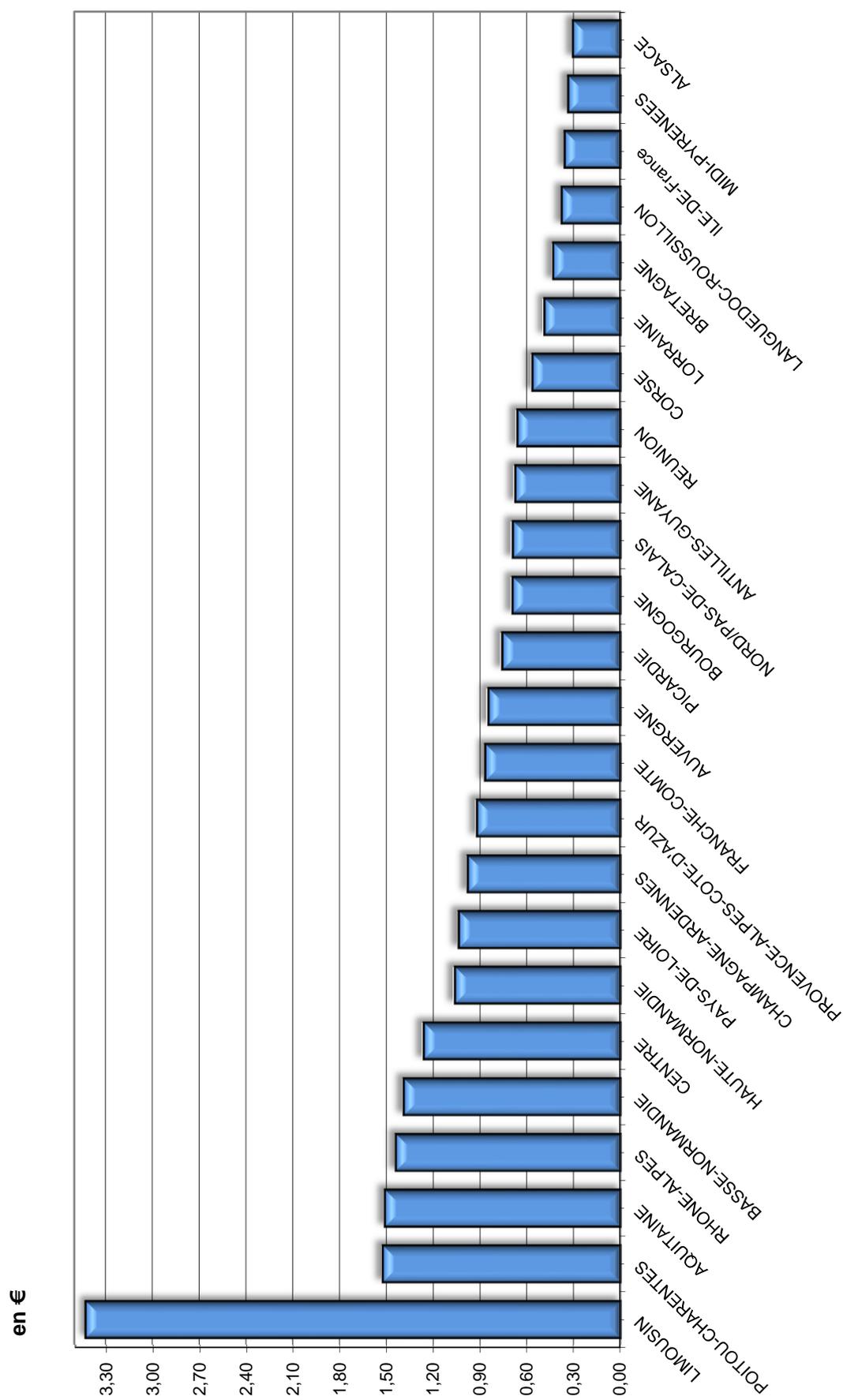
en 2014

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
LIMOUSIN	2 543 783,00	616 756,00	1 927 027,00	36	741 785	3,43
POITOU-CHARENTES	2 700 237,00	255 299,00	2 444 938,00	34	1 760 575,00	1,53
AQUITAINE	4 877 067,00	550 812,00	4 326 255,00	64	3 206 137	1,52
RHONE-ALPES	8 957 855,00	1 939 599,00	7 018 256,00	118	6 174 040	1,45
BASSE-NORMANDIE	2 059 321,00	89 180,00	1 970 141,00	43	1 470 880	1,40
CENTRE	3 233 734,00	645 566,00	2 588 168,00	40	2 538 590	1,27
HAUTE-NORMANDIE	1 968 800,00	339 761,00	1 629 039,00	25	1 832 942	1,07
PAYS-DE-LOIRE	3 713 497,00	181 468,00	3 532 029,00	43	3 539 048	1,05
CHAMPAGNE-ARDENNES	1 326 919,00	218 110,00	1 108 809,00	11	1 337 953	0,99
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	4 560 748,00	1 476 998,00	3 083 750,00	51	4 889 053	0,93
FRANCHE-COMTE	1 029 845,00	231 023,00	798 822,00	21	1 168 208	0,88
AUVERGNE	1 155 174,00	145 034,00	1 010 140,00	18	1 343 964	0,86
PICARDIE	1 476 946,00	155 045,00	1 321 901,00	15	1 911 157	0,77
BOURGOGNE	1 159 625,00	199 805,00	959 820,00	19	1 642 440	0,71
NORD/PAS-DE-CALAIS	2 844 578,00	666 770,00	2 177 808,00	52	4 033 197	0,71
ANTILLES-GUYANE	11 954,00	11 954,00	0,00	1	17 362	0,69
REUNION	551 094,00	240 594,00	310 500,00	2	816 364	0,68
CORSE	176 446,00	47 235,00	129 211,00	1	305 674	0,58
LORRAINE	1 172 455,00	244 109,00	928 346,00	16	2 350 112	0,50
BRETAGNE	1 405 808,00	245 410,00	1 160 398,00	30	3 175 064	0,44
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 009 240,00	213 364,00	795 876,00	17	2 610 890	0,39
ILE-DE-France	4 311 232,00	710 118,00	3 601 114,00	40	11 728 240	0,37
MIDI-PYRENEES	985 422,00	189 859,00	795 563,00	18	2 862 707	0,34
ALSACE	578 144,00	136 759,00	441 385,00	15	1 843 053	0,31
TOTAL	53 809 924	9 750 628	44 059 296	730		

Hors dotations EPARECA, et action de développement économique et PIA

**Subventions FISAC
par région en 2014
(montant par habitant)**



**Présentation
par
département**

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
EN 2014
 (classement alphabétique)

DEPARTEMENT	CODE	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AIN	01	1 776 387,00	134 265,00	1 642 122,00	24	588 853	3,02
AISNE	02	158 884,00	0,00	158 884,00	4	539 870	0,29
ALLIER	03	248 901,00	0,00	248 901,00	3	343 046	0,73
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	328 426,00	35 957,00	292 469,00	12	159 450	2,06
ALPES-MARITIMES	06	906 809,00	251 335,00	655 474,00	8	1 079 100	0,84
ARDECHE	07	1 048 687,00	226 457,00	822 230,00	16	313 578	3,34
ARDENNES	08	133 875,00	21 375,00	112 500,00	2	283 296	0,47
ARIEGE	09	104 498,00	68 606,00	35 892,00	1	151 117	0,69
AUBE	10	207 864,00	43 347,00	164 517,00	2	303 298	0,69
AUDE	11	95 500,00	16 000,00	79 500,00	1	353 980	0,27
AVEYRON	12	73 920,00	0,00	73 920,00	1	277 048	0,27
BAS-RHIN	67	150 364,00	27 669,00	122 695,00	6	1 094 439	0,14
BOUCHES-DU-RHONE	13	2 200 354,00	853 322,00	1 347 032,00	17	1 967 299	1,12
CALVADOS	14	316 817,00	0,00	316 817,00	12	680 908	0,47
CHARENTE	16	776 414,00	79 113,00	697 301,00	5	351 563	2,21
CHARENTE-MARITIME	17	888 503,00	17 262,00	871 241,00	10	616 607	1,44
CHER	18	462 289,00	58 581,00	403 708,00	7	311 022	1,49
CORREZE	19	1 477 388,00	352 946,00	1 124 442,00	15	243 352	6,07
COTE-D'OR	21	169 936,00	15 652,00	154 284,00	3	524 144	0,32
COTES-D'ARMOR	22	502 177,00	106 875,00	395 302,00	9	587 519	0,85
CREUSE	23	630 088,00	117 980,00	512 108,00	11	123 584	5,10
DEUX-SEVRES	79	435 357,00	37 482,00	397 875,00	6	366 339	1,19
DORDOGNE	24	796 101,00	69 817,00	726 284,00	11	412 082	1,93
DOUBS	25	268 505,00	97 701,00	170 804,00	8	525 276	0,51
DROME	26	497 261,00	90 421,00	406 840,00	8	482 984	1,03
EURE	27	1 099 616,00	214 379,00	885 237,00	14	582 822	1,89

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
EN 2014
 (classement alphabétique)

DEPARTEMENT	CODE	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
EURE-ET-LOIR	28	532 790,00	108 457,00	424 333,00	5	425 502	1,25
ESSONNE	91	322 215,00	48 197,00	274 018,00	4	1 208 004	0,27
FINISTERE	29	474 956,00	79 876,00	395 080,00	11	893 914	0,53
GARD	30	415 769,00	101 380,00	314 389,00	4	701 883	0,59
GERS	32	29 534,00	19 255,00	10 279,00	2	187 181	0,16
GIRONDE	33	1 224 765,00	229 498,00	995 267,00	13	1 434 661	0,85
GUADELOUPE	971	11 954,00	11 954,00	0,00	1	401 554	0,03
HAUTE-CORSE	2B	176 446,00	47 235,00	129 211,00	1	164 344	1,07
HAUTE-GARONNE	31	256 634,00	47 619,00	209 015,00	3	1 230 820	0,21
HAUTE-LOIRE	43	552 147,00	72 628,00	479 519,00	10	223 122	2,47
HAUTE-MARNE	52	156 747,00	33 008,00	123 739,00	2	185 214	0,85
HAUTE-SAONE	70	95 891,00	15 067,00	80 824,00	3	239 194	0,40
HAUTE-SAVOIE	74	1 712 241,00	449 996,00	1 262 245,00	24	725 794	2,36
HAUTE-VIENNE	87	436 307,00	145 830,00	290 477,00	10	374 849	1,16
HAUT-RHIN	68	427 780,00	109 090,00	318 690,00	9	748 614	0,57
HAUTS-DE-SEINE	92	1 419 364,00	356 831,00	1 062 533,00	9	1 561 745	0,91
HERAULT	34	325 313,00	76 275,00	249 038,00	7	1 031 974	0,32
ILLE-ET-VILAINE	35	210 186,00	0,00	210 186,00	5	977 449	0,22
INDRE	36	298 701,00	80 074,00	218 627,00	5	232 268	1,29
INDRE-ET-LOIRE	37	767 274,00	208 709,00	558 565,00	8	588 420	1,30
ISERE	38	1 115 741,00	245 064,00	870 677,00	15	1 197 038	0,93
JURA	39	546 345,00	89 752,00	456 593,00	8	261 277	2,09
LANDES	40	970 015,00	79 059,00	890 956,00	13	379 341	2,56
LOIRE	42	1 103 149,00	313 481,00	789 668,00	10	746 115	1,48
LOIRE-ATLANTIQUE	44	540 484,00	71 181,00	469 303,00	5	1 266 358	0,43
LOIRET	45	492 407,00	68 106,00	424 301,00	6	653 510	0,75

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
EN 2014
 (classement alphabétique)

DEPARTEMENT	CODE	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
LOIR-ET-CHER	41	680 273,00	121 639,00	558 634,00	9	327 868	2,07
LOT	46	94 011,00	0,00	94 011,00	1	173 562	0,54
LOT-ET-GARONNE	47	571 715,00	37 199,00	534 516,00	9	329 697	1,73
LOZERE	48	2 586,00	0,00	2 586,00	1	77 163	0,03
MAINE-ET-LOIRE	49	1 545 205,00	71 515,00	1 473 690,00	14	780 082	1,98
MANCHE	50	888 176,00	67 166,00	821 010,00	14	497 762	1,78
MARNE	51	828 433,00	120 380,00	708 053,00	5	566 145	1,46
MAYENNE	53	429 985,00	6 664,00	423 321,00	7	305 147	1,41
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	333 027,00	92 486,00	240 541,00	5	731 019	0,46
MEUSE	55	244 008,00	51 777,00	192 231,00	3	194 003	1,26
MORBIHAN	56	218 489,00	58 659,00	159 830,00	5	716 182	0,31
MOSELLE	57	413 414,00	99 846,00	313 568,00	5	1 044 898	0,40
NIEVRE	58	307 149,00	72 641,00	234 508,00	4	220 199	1,39
NORD	59	1 920 971,00	468 350,00	1 452 621,00	31	2 571 940	0,75
OISE	60	993 149,00	147 341,00	845 808,00	9	801 512	1,24
ORNE	61	854 328,00	22 014,00	832 314,00	17	292 210	2,92
PAS-DE-CALAIS	62	923 607,00	198 420,00	725 187,00	21	1 461 257	0,63
PUY-DE-DOME	63	354 126,00	72 406,00	281 720,00	5	629 416	0,56
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	1 314 471,00	135 239,00	1 179 232,00	18	650 356	2,02
PYRENEES-ORIENTALES	66	170 072,00	19 709,00	150 363,00	4	445 890	0,38
REUNION	974	551 094,00	240 594,00	310 500,00	2	816 364	0,68
RHONE	69	1 573 641,00	421 642,00	1 151 999,00	19	1 708 671	0,92
SAONE-ET-LOIRE	71	389 297,00	40 916,00	348 381,00	6	554 720	0,70
SARTHE	72	196 965,00	0,00	196 965,00	3	561 050	0,35
SAVOIE	73	130 748,00	58 273,00	72 475,00	2	411 007	0,32
SEINE-ET-MARNE	77	793 372,00	106 527,00	686 845,00	9	1 313 414	0,60

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION***

EN 2014

(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	CODE	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
SEINE-MARITIME	76	869 184,00	125 382,00	743 802,00	11	1 250 120	0,70
SEINTE-SAINT-DENIS	93	783 855,00	82 464,00	701 391,00	6	1 515 983	0,52
SOMME	80	324 913,00	7 704,00	317 209,00	2	569 775	0,57
TARN	81	380 463,00	31 191,00	349 272,00	6	374 018	1,02
TARN-ET-GARONNE	82	46 362,00	23 188,00	23 174,00	4	239 291	0,19
TERRITOIRE DE BELFORT	90	119 104,00	28 503,00	90 601,00	2	142 461	0,84
VAL-DE-MARNE	94	105 184,00	30 784,00	74 400,00	1	1 318 537	0,08
VAL-D'OISE	95	337 874,00	14 945,00	322 929,00	3	1 168 892	0,29
VAR	83	698 555,00	233 742,00	464 813,00	10	1 007 303	0,69
VAUCLUSE	84	426 604,00	102 642,00	323 962,00	4	540 065	0,79
VENDEE	85	1 000 858,00	32 108,00	968 750,00	14	626 411	1,60
VIENNE	86	599 963,00	121 442,00	478 521,00	13	426 066	1,41
VOSGES	88	182 006,00	0,00	182 006,00	3	380 192	0,48
YONNE	89	293 243,00	70 596,00	222 647,00	6	343 377	0,85
YVELINES	78	549 368,00	70 370,00	478 998,00	8	1 407 560	0,39
		53 809 924,00	9 750 628,00	44 059 296,00	730		

Hors dotations EPARECA, et action de développement économique et PIA

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT

TOUS TYPES D'OPERATION*

en 2014

(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
BOUCHES-DU-RHONE	13	2 200 354,00	853 322,00	1 347 032,00	17	1 967 299	1,12
NORD	59	1 920 971,00	468 350,00	1 452 621,00	31	2 571 940	0,75
AIN	01	1 776 387,00	134 265,00	1 642 122,00	24	588 853	3,02
HAUTE-SAVOIE	74	1 712 241,00	449 996,00	1 262 245,00	24	725 794	2,36
RHONE	69	1 573 641,00	421 642,00	1 151 999,00	19	1 708 671	0,92
MAINE-ET-LOIRE	49	1 545 205,00	71 515,00	1 473 690,00	14	780 082	1,98
CORREZE	19	1 477 388,00	352 946,00	1 124 442,00	15	243 352	6,07
HAUTS-DE-SEINE	92	1 419 364,00	356 831,00	1 062 533,00	9	1 561 745	0,91
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	1 314 471,00	135 239,00	1 179 232,00	18	650 356	2,02
GIROUDE	33	1 224 765,00	229 498,00	995 267,00	13	1 434 661	0,85
ISERE	38	1 115 741,00	245 064,00	870 677,00	15	1 197 038	0,93
LOIRE	42	1 103 149,00	313 481,00	789 668,00	10	746 115	1,48
EURE	27	1 099 616,00	214 379,00	885 237,00	14	582 822	1,89
ARDECHE	07	1 048 687,00	226 457,00	822 230,00	16	313 578	3,34
VENDEE	85	1 000 858,00	32 108,00	968 750,00	14	626 411	1,60
OISE	60	993 149,00	147 341,00	845 808,00	9	801 512	1,24
LANDES	40	970 015,00	79 059,00	890 956,00	13	379 341	2,56
PAS-DE-CALAIS	62	923 607,00	198 420,00	725 187,00	21	1 461 257	0,63
ALPES-MARITIMES	06	906 809,00	251 335,00	655 474,00	8	1 079 100	0,84
CHARENTE-MARITIME	17	888 503,00	17 262,00	871 241,00	10	616 607	1,44
MANCHE	50	888 176,00	67 166,00	821 010,00	14	497 762	1,78
SEINE-MARITIME	76	869 184,00	125 382,00	743 802,00	11	1 250 120	0,70
ORNE	61	854 328,00	22 014,00	832 314,00	17	292 210	2,92
MARNE	51	828 433,00	120 380,00	708 053,00	5	566 145	1,46
DORDOGNE	24	796 101,00	69 817,00	726 284,00	11	412 082	1,93
SEINE-ET-MARNE	77	793 372,00	106 527,00	686 845,00	9	1 313 414	0,60
SEINTE-SAINT-DENIS	93	783 855,00	82 464,00	701 391,00	6	1 515 983	0,52
CHARENTE	16	776 414,00	79 113,00	697 301,00	5	351 563	2,21
INDRE-ET-LOIRE	37	767 274,00	208 709,00	558 565,00	8	588 420	1,30

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT

TOUS TYPES D'OPERATION*

en 2014

(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
VAR	83	698 555,00	233 742,00	464 813,00	10	1 007 303	0,69
LOIR-ET-CHER	41	680 273,00	121 639,00	558 634,00	9	327 868	2,07
CREUSE	23	630 088,00	117 980,00	512 108,00	11	123 584	5,10
VIENNE	86	599 963,00	121 442,00	478 521,00	13	426 066	1,41
LOT-ET-GARONNE	47	571 715,00	37 199,00	534 516,00	9	329 697	1,73
HAUTE-LOIRE	43	552 147,00	72 628,00	479 519,00	10	223 122	2,47
REUNION	974	551 094,00	240 594,00	310 500,00	2	816 364	0,68
YVELINES	78	549 368,00	70 370,00	478 998,00	8	1 407 560	0,39
JURA	39	546 345,00	89 752,00	456 593,00	8	261 277	2,09
LOIRE-ATLANTIQUE	44	540 484,00	71 181,00	469 303,00	5	1 266 358	0,43
EURE-ET-LOIR	28	532 790,00	108 457,00	424 333,00	5	425 502	1,25
COTES-D'ARMOR	22	502 177,00	106 875,00	395 302,00	9	587 519	0,85
DROME	26	497 261,00	90 421,00	406 840,00	8	482 984	1,03
LOIRET	45	492 407,00	68 106,00	424 301,00	6	653 510	0,75
FINISTERE	29	474 956,00	79 876,00	395 080,00	11	893 914	0,53
CHER	18	462 289,00	58 581,00	403 708,00	7	311 022	1,49
HAUTE-VIENNE	87	436 307,00	145 830,00	290 477,00	10	374 849	1,16
DEUX-SEVRES	79	435 357,00	37 482,00	397 875,00	6	366 339	1,19
MAYENNE	53	429 985,00	6 664,00	423 321,00	7	305 147	1,41
HAUT-RHIN	68	427 780,00	109 090,00	318 690,00	9	748 614	0,57
VAUCLUSE	84	426 604,00	102 642,00	323 962,00	4	540 065	0,79
GARD	30	415 769,00	101 380,00	314 389,00	4	701 883	0,59
MOSELLE	57	413 414,00	99 846,00	313 568,00	5	1 044 898	0,40
SAONE-ET-LOIRE	71	389 297,00	40 916,00	348 381,00	6	554 720	0,70
TARN	81	380 463,00	31 191,00	349 272,00	6	374 018	1,02
PUY-DE-DOME	63	354 126,00	72 406,00	281 720,00	5	629 416	0,56
VAL-D'OISE	95	337 874,00	14 945,00	322 929,00	3	1 168 892	0,29
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	333 027,00	92 486,00	240 541,00	5	731 019	0,46
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	328 426,00	35 957,00	292 469,00	12	159 450	2,06
HERAULT	34	325 313,00	76 275,00	249 038,00	7	1 031 974	0,32
SOMME	80	324 913,00	7 704,00	317 209,00	2	569 775	0,57
ESSONNE	91	322 215,00	48 197,00	274 018,00	4	1 208 004	0,27
CALVADOS	14	316 817,00	0,00	316 817,00	12	680 908	0,47

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION***

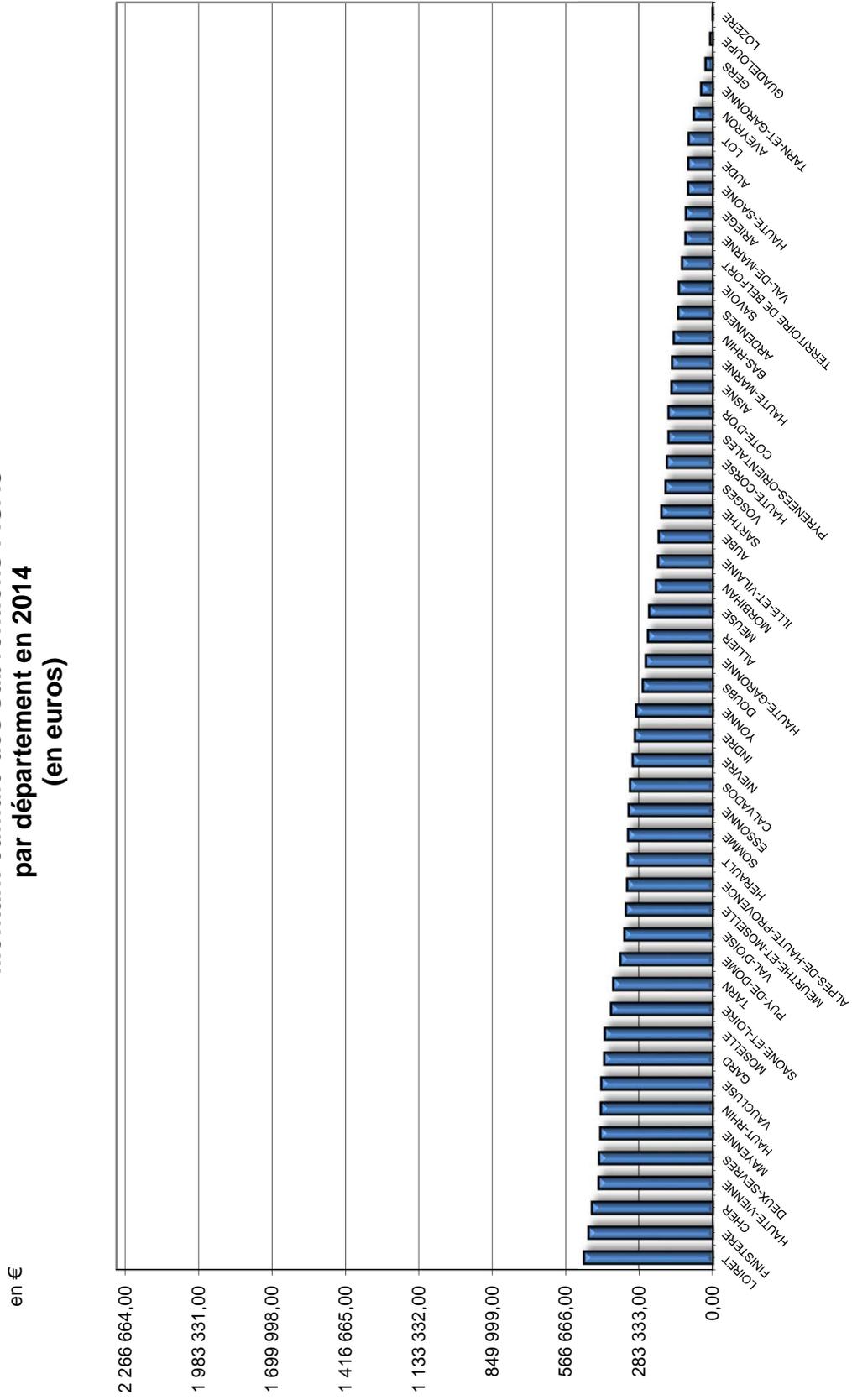
en 2014

(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
NIEVRE	58	307 149,00	72 641,00	234 508,00	4	220 199	1,39
INDRE	36	298 701,00	80 074,00	218 627,00	5	232 268	1,29
YONNE	89	293 243,00	70 596,00	222 647,00	6	343 377	0,85
DOUBS	25	268 505,00	97 701,00	170 804,00	8	525 276	0,51
HAUTE-GARONNE	31	256 634,00	47 619,00	209 015,00	3	1 230 820	0,21
ALLIER	03	248 901,00	0,00	248 901,00	3	343 046	0,73
MEUSE	55	244 008,00	51 777,00	192 231,00	3	194 003	1,26
MORBHAN	56	218 489,00	58 659,00	159 830,00	5	716 182	0,31
ILLE-ET-VILAINE	35	210 186,00	0,00	210 186,00	5	977 449	0,22
AUBE	10	207 864,00	43 347,00	164 517,00	2	303 298	0,69
SARTHE	72	196 965,00	0,00	196 965,00	3	561 050	0,35
VOSGES	88	182 006,00	0,00	182 006,00	3	380 192	0,48
HAUTE-CORSE	2B	176 446,00	47 235,00	129 211,00	1	164 344	1,07
PYRENEES-ORIENTALES	66	170 072,00	19 709,00	150 363,00	4	445 890	0,38
COTE-D'OR	21	169 936,00	15 652,00	154 284,00	3	524 144	0,32
AISNE	02	158 884,00	0,00	158 884,00	4	539 870	0,29
HAUTE-MARNE	52	156 747,00	33 008,00	123 739,00	2	185 214	0,85
BAS-RHIN	67	150 364,00	27 669,00	122 695,00	6	1 094 439	0,14
ARDENNES	08	133 875,00	21 375,00	112 500,00	2	283 296	0,47
SAVOIE	73	130 748,00	58 273,00	72 475,00	2	411 007	0,32
TERRITOIRE DE BELFORT	90	119 104,00	28 503,00	90 601,00	2	142 461	0,84
VAL-DE-MARNE	94	105 184,00	30 784,00	74 400,00	1	1 318 537	0,08
ARIEGE	09	104 498,00	68 606,00	35 892,00	1	151 117	0,69
HAUTE-SAONE	70	95 891,00	15 067,00	80 824,00	3	239 194	0,40
AUDE	11	95 500,00	16 000,00	79 500,00	1	353 980	0,27
LOT	46	94 011,00	0,00	94 011,00	1	173 562	0,54
AVEYRON	12	73 920,00	0,00	73 920,00	1	277 048	0,27
TARN-ET-GARONNE	82	46 362,00	23 188,00	23 174,00	4	239 291	0,19
GERS	32	29 534,00	19 255,00	10 279,00	2	187 181	0,16
GUADELOUPE	971	11 954,00	11 954,00	0,00	1	401 554	0,03
LOZERE	48	2 586,00	0,00	2 586,00	1	77 163	0,03
		53 809 924	9 750 628	44 059 296	730		

(*) Hors dotation Epareca et Actions de développement économique et PLA

Montant cumulé des subventions FISAC par département en 2014 (en euros)



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2014

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
CORREZE	19	1 477 388,00	352 946,00	1 124 442,00	15	243 352	6,07
CREUSE	23	630 088,00	117 980,00	512 108,00	11	123 584	5,10
ARDECHE	07	1 048 687,00	226 457,00	822 230,00	16	313 578	3,34
AIN	01	1 776 387,00	134 265,00	1 642 122,00	24	588 853	3,02
ORNE	61	854 328,00	22 014,00	832 314,00	17	292 210	2,92
LANDES	40	970 015,00	79 059,00	890 956,00	13	379 341	2,56
HAUTE-LOIRE	43	552 147,00	72 628,00	479 519,00	10	223 122	2,47
HAUTE-SAVOIE	74	1 712 241,00	449 996,00	1 262 245,00	24	725 794	2,36
CHARENTE	16	776 414,00	79 113,00	697 301,00	5	351 563	2,21
JURA	39	546 345,00	89 752,00	456 593,00	8	261 277	2,09
LOIR-ET-CHER	41	680 273,00	121 639,00	558 634,00	9	327 868	2,07
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	328 426,00	35 957,00	292 469,00	12	159 450	2,06
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	1 314 471,00	135 239,00	1 179 232,00	18	650 356	2,02
MAINE-ET-LOIRE	49	1 545 205,00	71 515,00	1 473 690,00	14	780 082	1,98
DORDOGNE	24	796 101,00	69 817,00	726 284,00	11	412 082	1,93
EURE	27	1 099 616,00	214 379,00	885 237,00	14	582 822	1,89
MANCHE	50	888 176,00	67 166,00	821 010,00	14	497 762	1,78
LOT-ET-GARONNE	47	571 715,00	37 199,00	534 516,00	9	329 697	1,73
VENDEE	85	1 000 858,00	32 108,00	968 750,00	14	626 411	1,60
CHER	18	462 289,00	58 581,00	403 708,00	7	311 022	1,49
LOIRE	42	1 103 149,00	313 481,00	789 668,00	10	746 115	1,48
MARNE	51	828 433,00	120 380,00	708 053,00	5	566 145	1,46
CHARENTE-MARITIME	17	888 503,00	17 262,00	871 241,00	10	616 607	1,44
MAYENNE	53	429 985,00	6 664,00	423 321,00	7	305 147	1,41
VIENNE	86	599 963,00	121 442,00	478 521,00	13	426 066	1,41
NIEVRE	58	307 149,00	72 641,00	234 508,00	4	220 199	1,39
INDRE-ET-LOIRE	37	767 274,00	208 709,00	558 565,00	8	588 420	1,30
INDRE	36	298 701,00	80 074,00	218 627,00	5	232 268	1,29
MEUSE	55	244 008,00	51 777,00	192 231,00	3	194 003	1,26
EURE-ET-LOIR	28	532 790,00	108 457,00	424 333,00	5	425 502	1,25
OISE	60	993 149,00	147 341,00	845 808,00	9	801 512	1,24
DEUX-SEVRES	79	435 357,00	37 482,00	397 875,00	6	366 339	1,19
HAUTE-VIENNE	87	436 307,00	145 830,00	290 477,00	10	374 849	1,16
BOUCHES-DU-RHONE	13	2 200 354,00	853 322,00	1 347 032,00	17	1 967 299	1,12
HAUTE-CORSE	2B	176 446,00	47 235,00	129 211,00	1	164 344	1,07

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2014

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
DROME	26	497 261,00	90 421,00	406 840,00	8	482 984	1,03
TARN	81	380 463,00	31 191,00	349 272,00	6	374 018	1,02
ISERE	38	1 115 741,00	245 064,00	870 677,00	15	1 197 038	0,93
RHONE	69	1 573 641,00	421 642,00	1 151 999,00	19	1 708 671	0,92
HAUTS-DE-SEINE	92	1 419 364,00	356 831,00	1 062 533,00	9	1 561 745	0,91
COTES-D'ARMOR	22	502 177,00	106 875,00	395 302,00	9	587 519	0,85
YONNE	89	293 243,00	70 596,00	222 647,00	6	343 377	0,85
GIRONDE	33	1 224 765,00	229 498,00	995 267,00	13	1 434 661	0,85
HAUTE-MARNE	52	156 747,00	33 008,00	123 739,00	2	185 214	0,85
ALPES-MARITIMES	06	906 809,00	251 335,00	655 474,00	8	1 079 100	0,84
TERRITOIRE DE BELFORT	90	119 104,00	28 503,00	90 601,00	2	142 461	0,84
VAUCLUSE	84	426 604,00	102 642,00	323 962,00	4	540 065	0,79
LOIRET	45	492 407,00	68 106,00	424 301,00	6	653 510	0,75
NORD	59	1 920 971,00	468 350,00	1 452 621,00	31	2 571 940	0,75
ALLIER	03	248 901,00	0,00	248 901,00	3	343 046	0,73
SAONE-ET-LOIRE	71	389 297,00	40 916,00	348 381,00	6	554 720	0,70
SEINE-MARITIME	76	869 184,00	125 382,00	743 802,00	11	1 250 120	0,70
VAR	83	698 555,00	233 742,00	464 813,00	10	1 007 303	0,69
ARIEGE	09	104 498,00	68 606,00	35 892,00	1	151 117	0,69
AUBE	10	207 864,00	43 347,00	164 517,00	2	303 298	0,69
REUNION	974	551 094,00	240 594,00	310 500,00	2	816 364	0,68
PAS-DE-CALAIS	62	923 607,00	198 420,00	725 187,00	21	1 461 257	0,63
SEINE-ET-MARNE	77	793 372,00	106 527,00	686 845,00	9	1 313 414	0,60
GARD	30	415 769,00	101 380,00	314 389,00	4	701 883	0,59
HAUT-RHIN	68	427 780,00	109 090,00	318 690,00	9	748 614	0,57
SOMME	80	324 913,00	7 704,00	317 209,00	2	569 775	0,57
PUY-DE-DOME	63	354 126,00	72 406,00	281 720,00	5	629 416	0,56
LOT	46	94 011,00	0,00	94 011,00	1	173 562	0,54
FINISTERE	29	474 956,00	79 876,00	395 080,00	11	893 914	0,53
SEINTE-SAINT-DENIS	93	783 855,00	82 464,00	701 391,00	6	1 515 983	0,52
DOUBS	25	268 505,00	97 701,00	170 804,00	8	525 276	0,51
VOSGES	88	182 006,00	0,00	182 006,00	3	380 192	0,48

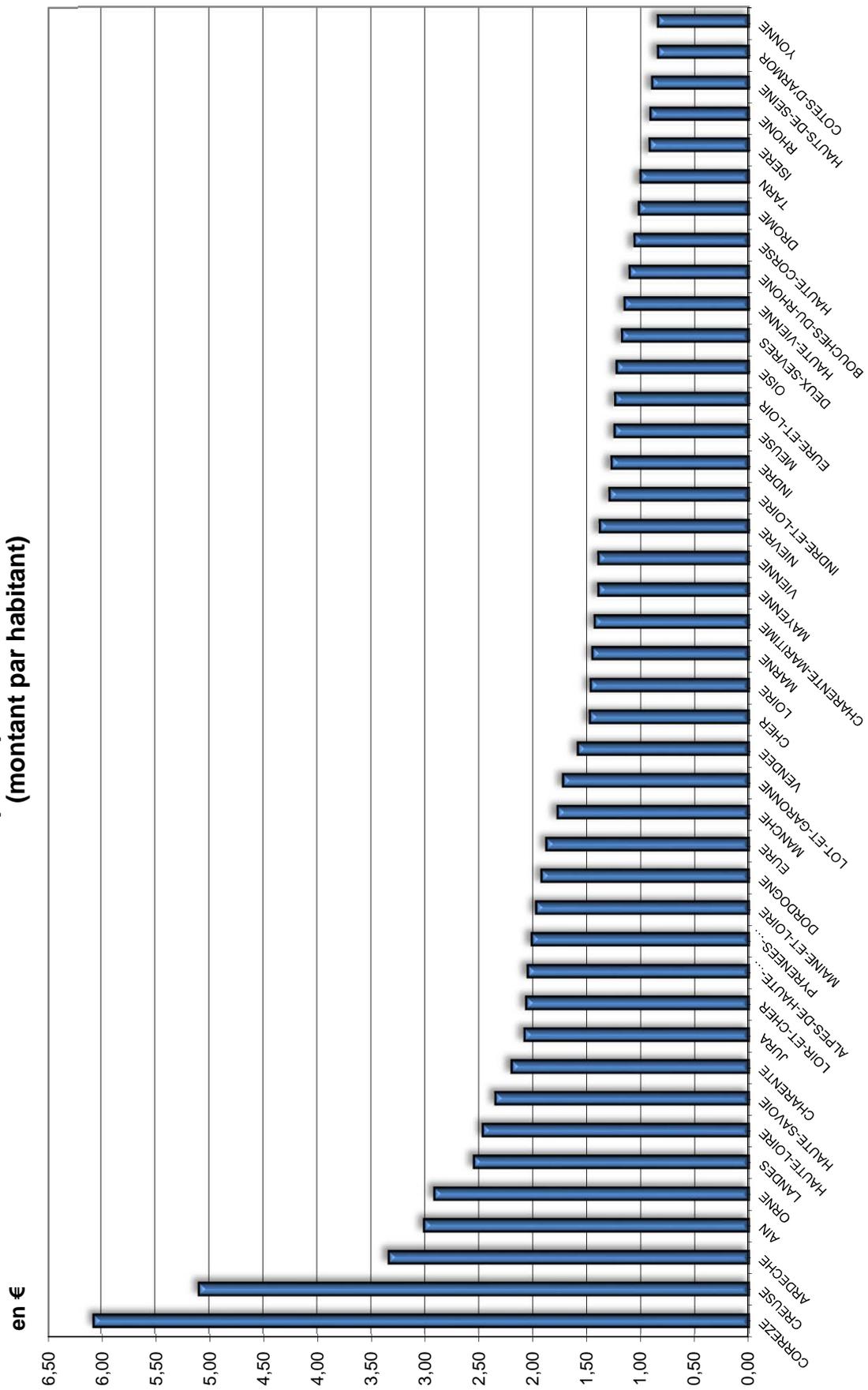
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2014

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

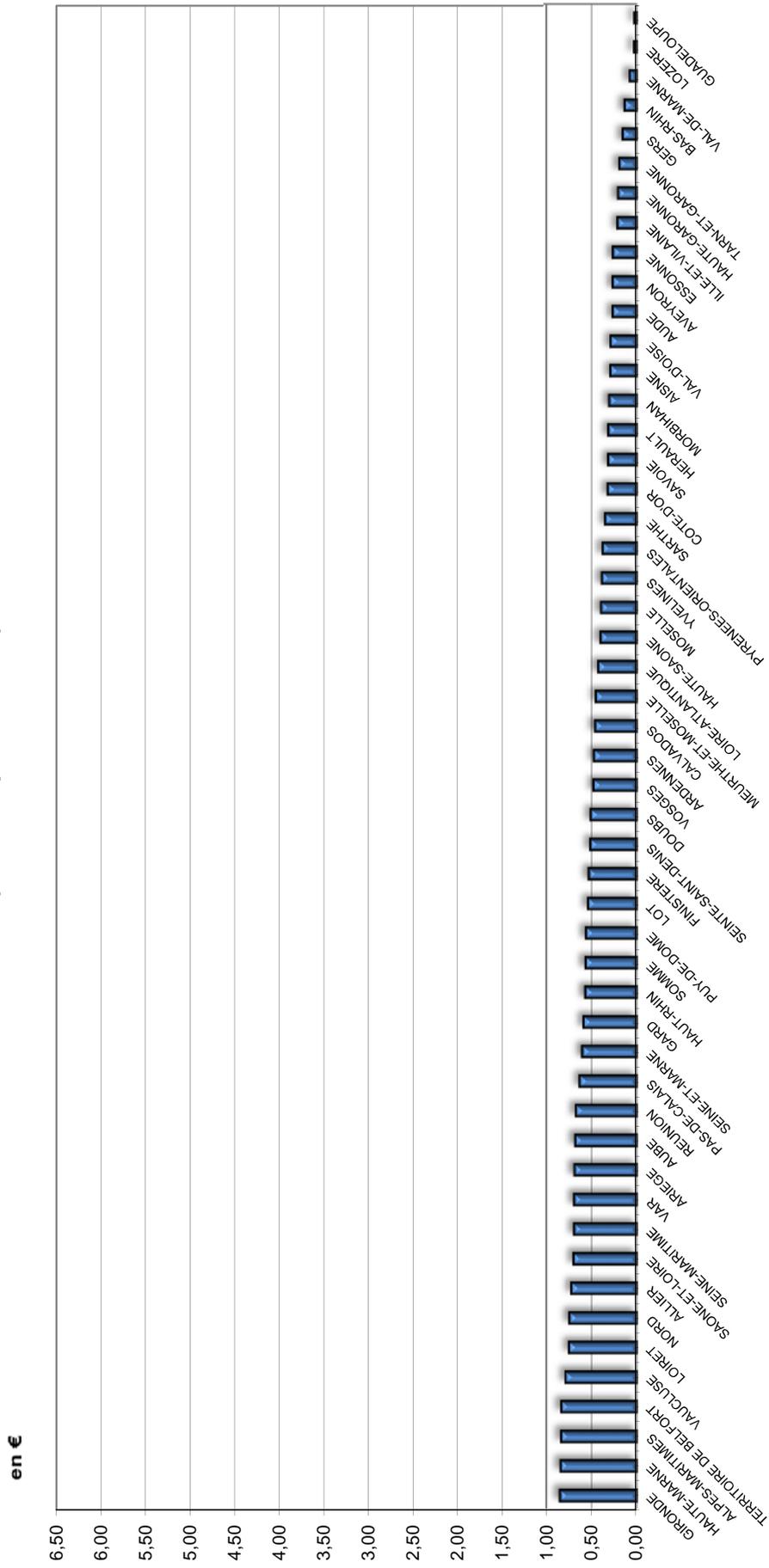
DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ARDENNES	08	133 875,00	21 375,00	112 500,00	2	283 296	0,47
CALVADOS	14	316 817,00	0,00	316 817,00	12	680 908	0,47
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	333 027,00	92 486,00	240 541,00	5	731 019	0,46
LOIRE-ATLANTIQUE	44	540 484,00	71 181,00	469 303,00	5	1 266 358	0,43
HAUTE-SAONE	70	95 891,00	15 067,00	80 824,00	3	239 194	0,40
MOSELLE	57	413 414,00	99 846,00	313 568,00	5	1 044 898	0,40
YVELINES	78	549 368,00	70 370,00	478 998,00	8	1 407 560	0,39
PYRENEES-ORIENTALES	66	170 072,00	19 709,00	150 363,00	4	445 890	0,38
SARTHE	72	196 965,00	0,00	196 965,00	3	561 050	0,35
COTE-D'OR	21	169 936,00	15 652,00	154 284,00	3	524 144	0,32
SAVOIE	73	130 748,00	58 273,00	72 475,00	2	411 007	0,32
HERAULT	34	325 313,00	76 275,00	249 038,00	7	1 031 974	0,32
MORBIHAN	56	218 489,00	58 659,00	159 830,00	5	716 182	0,31
AISNE	02	158 884,00	0,00	158 884,00	4	539 870	0,29
VAL-D'OISE	95	337 874,00	14 945,00	322 929,00	3	1 168 892	0,29
AUDE	11	95 500,00	16 000,00	79 500,00	1	353 980	0,27
AVEYRON	12	73 920,00	0,00	73 920,00	1	277 048	0,27
ESSONNE	91	322 215,00	48 197,00	274 018,00	4	1 208 004	0,27
ILLE-ET-VILAINE	35	210 186,00	0,00	210 186,00	5	977 449	0,22
HAUTE-GARONNE	31	256 634,00	47 619,00	209 015,00	3	1 230 820	0,21
TARN-ET-GARONNE	82	46 362,00	23 188,00	23 174,00	4	239 291	0,19
GERS	32	29 534,00	19 255,00	10 279,00	2	187 181	0,16
BAS-RHIN	67	150 364,00	27 669,00	122 695,00	6	1 094 439	0,14
VAL-DE-MARNE	94	105 184,00	30 784,00	74 400,00	1	1 318 537	0,08
LOZERE	48	2 586,00	0,00	2 586,00	1	77 163	0,03
GUADELOUPE	971	11 954,00	11 954,00	0,00	1	401 554	0,03
		53 809 924	9 750 628	44 059 296	730		

(*) Hors dotation Epaveca et Actions de développement économique et PLA

Subventions FISAC par département en 2014 (montant par habitant)



Subventions FISAC par département en 2014 (montant par habitant)



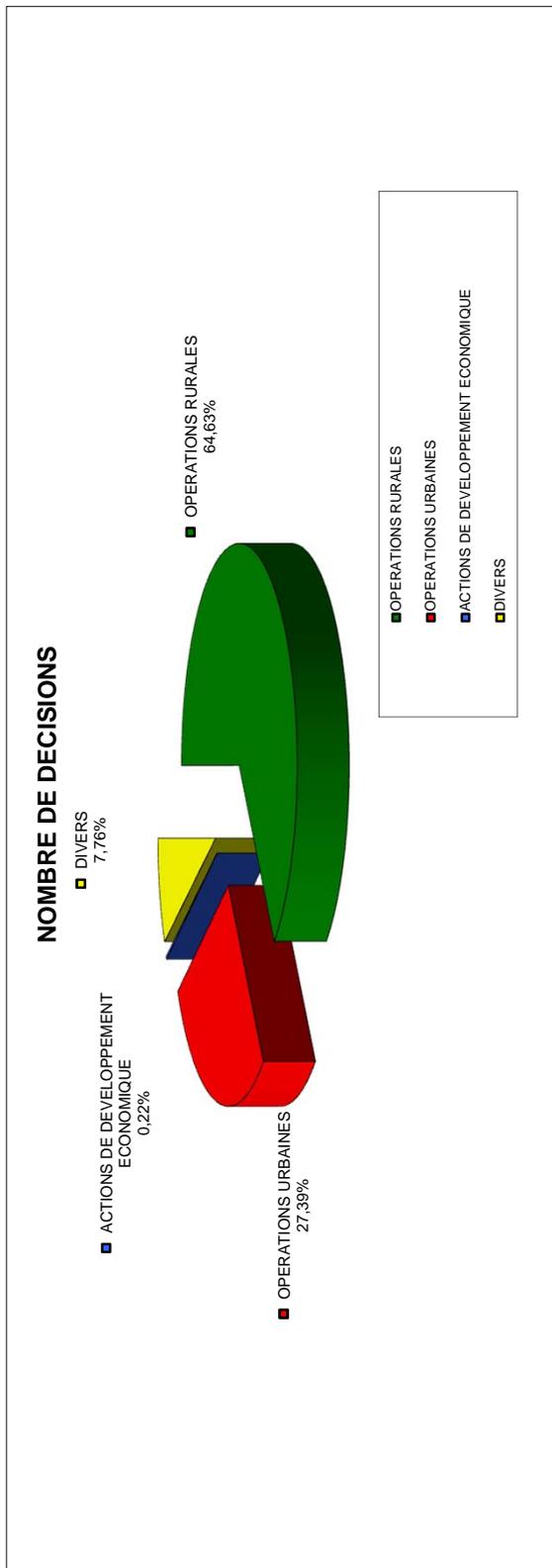
FISAC
Synthèses
1992-2014

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION
de 1992 à 2014
(en euros)

TYPE OPERATION	DECISIONS	FONCT	INVEST	TOTAL
OPERATIONS RURALES	11 253	56 414 010	371 076 102	427 490 112
OPERATIONS URBAINES	4 769	161 803 153	355 607 654	517 410 807
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	38	257 728 028	0	257 728 028
DIVERS	1 352	186 443 547	31 353 716	217 797 263
TOTAL	17 412	662 388 738	758 037 472	1 420 426 210

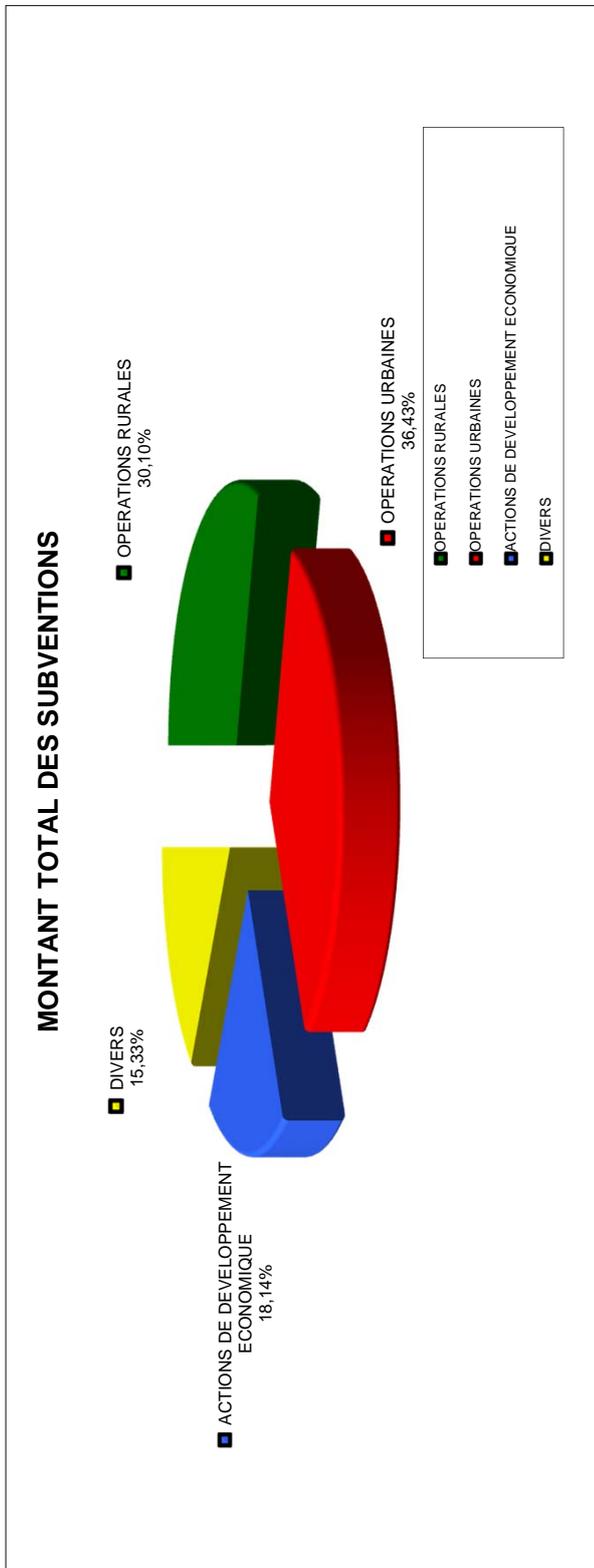
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION
de 1992 à 2014
(nombre de décisions)

TYPE OPERATION	NOMBRE DE DECISIONS
OPERATIONS RURALES	11 253
OPERATIONS URBAINES	4 769
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	38
DIVERS	1 352
TOTAL	17 412



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION
de 1992 à 2014
(en euros)

TYPE OPERATION	MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS
OPERATIONS RURALES	427 490 112
OPERATIONS URBAINES	517 410 807
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	257 728 028
DIVERS	217 797 263
TOTAL	1 420 426 210



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS
PAR TYPE D'OPERATION DETAILLE
de 1992 à 2014**

TYPE D'OPERATION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE
Opérations exclusivement rurales jusqu'en 2002	103 640 567	26 752 369	76 888 198	3 987
Opérations exclusivement rurales à partir de 2003				
OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES	172 786 130	0	172 786 130	5 444
OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL	105 215 698	28 445 951	76 769 747	739
OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES	28 354 161	304 997	28 049 164	629
HALLES ET MARCHES	8 446 815	338 862	8 107 953	145
Opérations exclusivement urbaines jusqu'en 2002	209 545 980	82 710 721	126 835 259	2 364
Opérations exclusivement urbaines à partir de 2003				
OPERATIONS URBAINES	249 809 014	76 809 604	172 999 410	1 824
dont AIDE AUX QUARTIERS EN DIFFICULTE	18 153 841	4 114 511	14 039 330	96
HALLES ET MARCHES	47 307 572	5 514 889	41 792 683	398
Opérations rurales ou urbaines jusqu'en 2002				
EQUIPEMENTS COLLECTIFS	7 713 614	1 197 200	6 516 414	149
HALLES ET MARCHES(1)	17 081 313	1 142 570	15 938 743	343
Actions de développement économique	257 728 028	257 728 028	0	38
Divers jusqu'en 2002	54 341 887	26 958 102	27 383 785	465

Divers à partir de 2003

ACTIONS SPECIFIQUES COLLECTIVES NATIONALES	116 179 447	116 179 447	0	48
AIDE AUX COMMERCANTS ET ARTISANS SINISTRES	30 956 060	30 956 060	0	62
BIENS CULTURELS	4 197 876	290 670	3 907 206	181
ETUDES	6 942 648	6 879 868	62 780	595
ETUDE D'EVALUATION DES OPERATIONS FISAC	179 400	179 400	0	1
TOTAL	1 420 426 210	662 388 738	758 037 472	17 412

(1) Opération classée sous une rubrique distincte (HM) de 1992 à 1999 puis enregistrée en opération rurale ou en opération urbaine à partir du 21.06.1999.

**Présentation
par
région**

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2014
(classement alphabétique)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ALSACE	16 607 769	3 852 948	12 754 821	358	1 843 053	9,01
AQUITAINE	90 617 578	21 663 990	68 953 588	1 464	3 206 137	28,26
AUVERGNE	28 146 210	8 224 389	19 921 821	668	1 343 964	20,94
BASSE-NORMANDIE	29 569 412	4 193 422	25 375 990	738	1 470 880	20,10
BOURGOGNE	23 190 272	4 355 951	18 834 321	633	1 642 440	14,12
BRETAGNE	72 907 271	18 827 104	54 080 167	1 254	3 175 064	22,96
CENTRE	59 090 360	13 685 973	45 404 387	876	2 538 590	23,28
CHAMPAGNE-ARDENNE	34 417 864	10 322 374	24 095 490	383	1 337 953	25,72
CORSE	2 521 229	1 452 355	1 068 874	30	305 674	8,25
FRANCHE-COMTE	28 460 165	7 015 815	21 444 350	724	1 168 208	24,36
GUAELOUPE	249 667	118 441	131 226	9	401 554	0,62
HAUTE-NORMANDIE	29 362 240	5 568 867	23 793 373	510	1 832 942	16,02
ILE-DE-FRANCE	79 803 015	16 085 624	63 717 391	998	11 728 240	6,80
LANGUEDOC-ROUSSILLON	43 374 906	6 805 431	36 569 475	578	2 610 890	16,61
LIMOUSIN	28 945 747	6 463 624	22 482 123	531	741 785	39,02
LORRAINE	33 973 600	9 139 679	24 833 921	424	2 350 112	14,46
MIDI-PYRENEES	36 574 663	9 819 552	26 755 111	816	2 862 707	12,78
NORD-PAS-DE-CALAIS	38 424 980	12 451 955	25 973 025	887	4 033 197	9,53
PAYS-DE-LA-LOIRE	43 856 327	6 533 562	37 322 765	910	3 539 048	12
PICARDIE	14 148 306	2 895 749	11 252 557	312	1 911 157	7,40
POITOU-CHARENTES	51 648 346	6 928 714	44 719 632	1 185	1 760 575	29
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	49 934 017	18 602 140	31 331 877	657	4 889 053	10,21
REUNION	3 685 199	1 177 299	2 507 900	22	816 364	4,51
RHONE-ALPES	139 300 981	40 592 125	98 708 856	2 186	6 174 040	22,56
TOTAL	982 422 070	238 217 079	744 204 991	17 193		

(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

En outre, en 2010, une enveloppe du FISAC a été ciblée spécifiquement pour les DOM et les décisions de subvention ont été prises par les préfets.

A ce titre, 2 opérations à la Réunion ont bénéficié d'une aide de 181 267 € et 10 opérations à la Martinique de subventions

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2014

(classement par montant de subvention)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
RHONE-ALPES	139 300 981	40 592 125	98 708 856	2 186	6 174 040	22,56
AQUITAINE	90 617 578	21 663 990	68 953 588	1 464	3 206 137	28,26
ILE-DE-FRANCE	79 803 015	16 085 624	63 717 391	998	11 728 240	6,80
BRETAGNE	72 907 271	18 827 104	54 080 167	1 254	3 175 064	22,96
CENTRE	59 090 360	13 685 973	45 404 387	876	2 538 590	23,28
POITOU-CHARENTES	51 648 346	6 928 714	44 719 632	1 185	1 760 575	29
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	49 934 017	18 602 140	31 331 877	657	4 889 053	10,21
PAYS-DE-LA-LOIRE	43 856 327	6 533 562	37 322 765	910	3 539 048	12
LANGUEDOC-ROUSSILLON	43 374 906	6 805 431	36 569 475	578	2 610 890	16,61
NORD-PAS-DE-CALAIS	38 424 980	12 451 955	25 973 025	887	4 033 197	9,53
MIDI-PYRENEES	36 574 663	9 819 552	26 755 111	816	2 862 707	12,78
CHAMPAGNE-ARDENNE	34 417 864	10 322 374	24 095 490	383	1 337 953	25,72
LORRAINE	33 973 600	9 139 679	24 833 921	424	2 350 112	14,46
BASSE-NORMANDIE	29 569 412	4 193 422	25 375 990	738	1 470 880	20,10
HAUTE-NORMANDIE	29 362 240	5 568 867	23 793 373	510	1 832 942	16,02
LIMOUSIN	28 945 747	6 463 624	22 482 123	531	741 785	39,02
FRANCHE-COMTE	28 460 165	7 015 815	21 444 350	724	1 168 208	24,36
AUVERGNE	28 146 210	8 224 389	19 921 821	668	1 343 964	20,94
BOURGOGNE	23 190 272	4 355 951	18 834 321	633	1 642 440	14,12
ALSACE	16 607 769	3 852 948	12 754 821	358	1 843 053	9,01
PICARDIE	14 148 306	2 895 749	11 252 557	312	1 911 157	7,40
REUNION	3 685 199	1 177 299	2 507 900	22	816 364	4,51
CORSE	2 521 229	1 452 355	1 068 874	30	305 674	8,25
GUADELOUPE	249 667	118 441	131 226	9	401 554	0,62
TOTAL	982 422 070	238 217 079	744 204 991	17 193		

(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales
 En outre, en 2010, une enveloppe du FISAC a été ciblée spécifiquement pour les DOM et les décisions de subvention ont été prises par les préfets.

A ce titre, 2 opérations à la Réunion ont bénéficié d'une aide de 181 267 € et 10 opérations à la Martinique de subventions

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2014

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

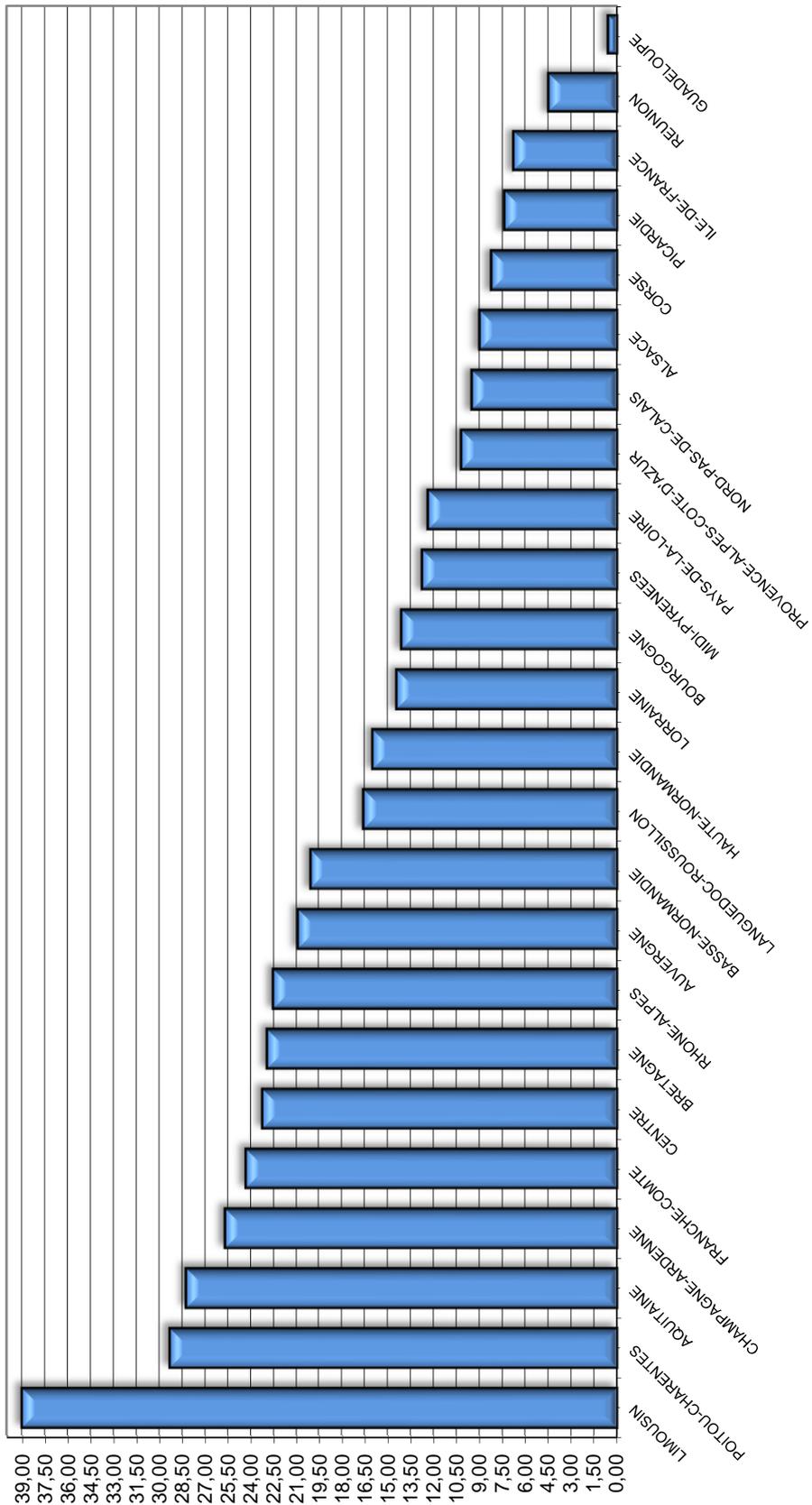
REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
LIMOUSIN	28 945 747	6 463 624	22 482 123	531	741 785	39,02
POITOU-CHARENTES	51 648 346	6 928 714	44 719 632	1 185	1 760 575	29,34
AQUITAINE	90 617 578	21 663 990	68 953 588	1 464	3 206 137	28,26
CHAMPAGNE-ARDENNE	34 417 864	10 322 374	24 095 490	383	1 337 953	25,72
FRANCHE-COMTE	28 460 165	7 015 815	21 444 350	724	1 168 208	24,36
CENTRE	59 090 360	13 685 973	45 404 387	876	2 538 590	23,28
BRETAGNE	72 907 271	18 827 104	54 080 167	1 254	3 175 064	22,96
RHONE-ALPES	139 300 981	40 592 125	98 708 856	2 186	6 174 040	22,56
AUVERGNE	28 146 210	8 224 389	19 921 821	668	1 343 964	20,94
BASSE-NORMANDIE	29 569 412	4 193 422	25 375 990	738	1 470 880	20,10
LANGUEDOC-ROUSSILLON	43 374 906	6 805 431	36 569 475	578	2 610 890	16,61
HAUTE-NORMANDIE	29 362 240	5 568 867	23 793 373	510	1 832 942	16,02
LORRAINE	33 973 600	9 139 679	24 833 921	424	2 350 112	14,46
BOURGOGNE	23 190 272	4 355 951	18 834 321	633	1 642 440	14,12
MIDI-PYRENEES	36 574 663	9 819 552	26 755 111	816	2 862 707	12,78
PAYS-DE-LA-LOIRE	43 856 327	6 533 562	37 322 765	910	3 539 048	12,39
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	49 934 017	18 602 140	31 331 877	657	4 889 053	10,21
NORD-PAS-DE-CALAIS	38 424 980	12 451 955	25 973 025	887	4 033 197	9,53
ALSACE	16 607 769	3 852 948	12 754 821	358	1 843 053	9,01
CORSE	2 521 229	1 452 355	1 068 874	30	305 674	8,25
PICARDIE	14 148 306	2 895 749	11 252 557	312	1 911 157	7,40
ILE-DE-FRANCE	79 803 015	16 085 624	63 717 391	998	11 728 240	6,80
REUNION	3 685 199	1 177 299	2 507 900	22	816 364	4,51
GAUDELOUPE	249 667	118 441	131 226	9	401 554	0,62
TOTAL	982 422 070	238 217 079	744 204 991	17 193		

(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

En outre, en 2010, une enveloppe du FISAC a été ciblée spécifiquement pour les DOM et les décisions de subvention ont été prises par les préfets.

A ce titre, 2 opérations à la Réunion ont bénéficié d'une aide de 181 267 € et 10 opérations à la Martinique de subventions

**Subventions FISAC
par région de 1992 à 2014
(montant par habitant
en €)**



**Présentation
par
département**

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2014
 (classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AIN	01	16 451 462	2 570 743	13 880 719	413	588 853	27,94
AISNE	02	5 936 977	1 067 915	4 869 062	121	539 870	11,00
ALLIER	03	5 313 750	846 411	4 467 339	96	343 046	15,49
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	2 532 048	665 747	1 866 301	101	159 450	15,88
HAUTES-ALPES	05	2 907 158	1 122 360	1 784 798	64	135 836	21,40
ALPES-MARITIMES	06	8 888 632	3 536 216	5 352 416	100	1 079 100	8,24
ARDECHE	07	18 318 575	3 776 659	14 541 916	359	313 578	58,42
ARDENNES	08	8 483 014	2 582 220	5 900 794	104	283 296	29,94
ARIEGE	09	5 231 977	2 044 222	3 187 755	81	151 117	34,62
AUBE	10	4 894 899	1 690 333	3 204 566	64	303 298	16,14
AUDE	11	4 308 018	964 637	3 343 381	108	353 980	12,17
AVEYRON	12	6 589 682	1 244 407	5 345 275	153	277 048	23,79
BOUCHES-DU-RHONE	13	14 297 111	6 136 581	8 160 530	143	1 967 299	7,27
CALVADOS	14	10 931 658	1 918 481	9 013 177	210	680 908	16,05
CANTAL	15	3 792 375	688 037	3 104 338	169	148 380	25,56
CHARENTE	16	10 957 728	1 679 951	9 277 777	260	351 563	31,17
CHARENTE-MARITIME	17	19 589 997	2 261 976	17 328 021	417	616 607	31,77
CHER	18	6 093 320	1 073 441	5 019 879	100	311 022	19,59
CORREZE	19	10 969 441	2 419 791	8 549 650	193	243 352	45,08
CORSE DU SUD	2A	496 399	432 302	64 097	7	141 330	3,51
HAUTE-CORSE	2B	2 024 829	1 020 052	1 004 777	23	164 344	12,32
COTE-D'OR	21	7 635 918	1 817 415	5 818 503	164	524 144	14,57
COTES-D'ARMOR	22	12 835 723	2 920 006	9 915 717	265	587 519	21,85
CREUSE	23	8 710 256	1 785 940	6 924 316	156	123 584	70,48
DORDOGNE	24	16 273 827	2 789 456	13 484 371	342	412 082	39,49
DOUBS	25	10 265 210	2 106 368	8 158 842	299	525 276	19,54
DROME	26	19 343 686	7 742 924	11 600 762	277	482 984	40,05
EURE	27	11 834 900	1 808 983	10 025 917	207	582 822	20,31
EURE-ET-LOIR	28	8 266 365	2 318 485	5 947 880	120	425 502	19,43
FINISTERE	29	21 292 756	6 086 885	15 205 871	328	893 914	23,82

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2014
 (classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
GARD	30	8 983 209	2 694 826	6 288 383	122	701 883	12,80
HAUTE-GARONNE	31	4 943 738	1 670 914	3 272 824	108	1 230 820	4,02
GERS	32	4 341 434	2 056 372	2 285 062	76	187 181	23,19
GIROUDE	33	25 115 675	6 902 226	18 213 449	321	1 434 661	17,51
HERAULT	34	9 865 991	1 333 637	8 532 354	158	1 031 974	9,56
ILLE-ET-VILAINE	35	21 489 543	4 958 444	16 531 099	357	977 449	21,99
INDRE	36	7 695 649	1 590 536	6 105 113	136	232 268	33,13
INDRE-ET-LOIRE	37	14 616 661	3 439 431	11 177 230	200	588 420	24,84
ISERE	38	19 824 286	7 015 995	12 808 291	319	1 197 038	16,56
JURA	39	8 649 254	1 764 010	6 885 244	198	261 277	33,10
LANDES	40	15 858 237	4 631 758	11 226 479	274	379 341	41,80
LOIR-ET-CHER	41	10 583 789	1 973 101	8 610 688	180	327 868	32,28
LOIRE	42	18 126 550	5 818 070	12 308 480	208	746 115	24,29
HAUTE-LOIRE	43	8 166 754	1 450 097	6 716 657	230	223 122	36,60
LOIRE-ATLANTIQUE	44	9 921 924	1 900 033	8 021 891	153	1 266 358	7,84
LOIRET	45	11 341 206	2 830 360	8 510 846	132	653 510	17,35
LOT	46	4 220 170	310 998	3 909 172	102	173 562	24,32
LOT-ET-GARONNE	47	12 158 727	2 497 712	9 661 015	214	329 697	36,88
LOZERE	48	1 986 390	377 720	1 608 670	43	77 163	25,74
MAINE-ET-LOIRE	49	10 350 403	1 686 306	8 664 097	215	780 082	13,27
MANCHE	50	8 122 396	772 618	7 349 778	204	497 762	16,32
MARNE	51	16 528 972	7 837 671	8 691 301	125	566 145	29,20
HAUTE-MARNE	52	7 910 979	1 812 150	6 098 829	90	185 214	42,71
MAYENNE	53	5 549 916	573 081	4 976 835	149	305 147	18,19
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	11 606 607	3 888 496	7 718 111	147	731 019	15,88
MEUSE	55	5 017 157	1 020 922	3 996 235	80	194 003	25,86
MORBIHAN	56	16 366 012	3 940 505	12 425 507	301	716 182	22,85
MOSELLE	57	11 153 864	3 128 689	8 025 175	127	1 044 898	10,67
NIEVRE	58	4 525 649	979 344	3 546 305	119	220 199	20,55
NORD	59	17 496 037	6 529 204	10 966 833	325	2 571 940	6,80
OISE	60	5 959 213	1 346 728	4 612 485	132	801 512	7,43

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2014
 (classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ORNE	61	9 956 274	1 136 446	8 819 828	321	292 210	34,07
PAS-DE-CALAIS	62	20 878 942	5 922 751	14 956 191	562	1 461 257	14,29
PUY-DE-DOME	63	7 275 473	2 396 341	4 879 132	153	629 416	11,56
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	21 128 343	4 760 069	16 368 274	288	650 356	32,49
HAUTES-PYRENEES	65	4 025 586	725 247	3 300 339	63	229 670	17,53
PYRENEES-ORIENTALES	66	5 924 066	1 134 697	4 789 369	140	445 890	13,29
BAS-RHIN	67	8 696 720	2 601 803	6 094 917	185	1 094 439	7,95
HAUT-RHIN	68	7 880 799	1 220 895	6 659 904	171	748 614	10,53
RHONE	69	20 561 798	6 872 370	13 689 428	289	1 708 671	12,03
HAUTE-SAONE	70	8 425 508	2 102 981	6 322 527	190	239 194	35,22
SAONE-ET-LOIRE	71	6 307 932	869 084	5 438 848	189	554 720	11,37
SARTHE	72	5 743 564	491 649	5 251 915	165	561 050	10,24
SAVOIE	73	11 346 002	3 253 718	8 092 284	125	411 007	27,61
HAUTE-SAVOIE	74	13 513 500	3 526 405	9 987 095	196	725 794	18,62
PARIS	75	1 267 189	492 604	774 585	23	2 234 105	0,57
SEINE-MARITIME	76	17 703 768	3 793 827	13 909 941	306	1 250 120	14,16
SEINE-ET-MARNE	77	13 744 404	2 524 909	11 219 495	229	1 313 414	10,46
YVELINES	78	13 046 099	2 381 149	10 664 950	158	1 407 560	9,27
DEUX-SEVRES	79	9 912 895	1 553 155	8 359 740	205	366 339	27,06
SOMME	80	2 379 117	481 106	1 898 011	61	569 775	4,18
TARN	81	4 805 782	1 120 709	3 685 073	148	374 018	12,85
TARN-ET-GARONNE	82	2 905 307	773 165	2 132 142	80	239 291	12,14
VAR	83	12 079 141	4 318 680	7 760 461	148	1 007 303	11,99
VAUCLUSE	84	9 443 941	2 562 260	6 881 681	101	540 065	17,49
VENDEE	85	11 499 645	1 705 836	9 793 809	224	626 411	18,36
VIENNE	86	10 620 623	1 375 064	9 245 559	293	426 066	24,93
HAUTE-VIENNE	87	8 907 764	1 840 314	7 067 450	179	374 849	23,76
VOSGES	88	6 180 913	1 074 944	5 105 969	69	380 192	16,26
YONNE	89	5 448 136	894 987	4 553 149	159	343 377	15,87
TERRITOIRE DE BELFORT	90	1 852 660	792 441	1 060 219	33	142 461	13,00
ESSONNE	91	10 076 229	1 455 818	8 620 411	133	1 208 004	8,34

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2014
 (classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
SEINE-SAINT-DENIS	93	12 412 558	3 570 236	8 842 322	99	1 515 983	8,19
VAL-DE-MARNE	94	8 648 697	1 507 450	7 141 247	106	1 318 537	6,56
VAL-D'OISE	95	8 686 527	1 524 773	7 161 754	80	1 168 892	7,43
HAUTS-DE-SEINE	92	11 785 271	2 460 642	9 324 629	166	1 561 745	7,55
GUADELOUPE	971	239 317	108 091	131 226	8	401 554	0,60
MARTINIQUE	972	2 933 467	1 326 443	1 607 024	34	396 404	7,40
GUYANE	973	721 635	113 553	608 082	7	224 469	3,21
REUNION	974	3 760 699	1 218 349	2 542 350	23	816 364	4,61
TOTAL		966 670 374	235 835 859	730 834 515	17 098		

(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

En outre, en 2010, une enveloppe du FISAC a été ciblée spécifiquement pour les DOM et les décisions de subvention ont été prises par les préfets.

A ce titre, 2 opérations à la Réunion ont bénéficié d'une aide de 181 267 € et 10 opérations à la Martinique de subventions à hauteur de 2 254 483 €.

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2014
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
GIRONDE	33	25 115 675	6 902 226	18 213 449	321	1 434 661	17,51
ILLE-ET-VILAINE	35	21 489 543	4 958 444	16 531 099	357	977 449	21,99
FINISTERE	29	21 292 756	6 086 885	15 205 871	328	893 914	23,82
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	21 128 343	4 760 069	16 368 274	288	650 356	32,49
PAS-DE-CALAIS	62	20 878 942	5 922 751	14 956 191	562	1 461 257	14,29
RHONE	69	20 561 798	6 872 370	13 689 428	289	1 708 671	12,03
ISERE	38	19 824 286	7 015 995	12 808 291	319	1 197 038	16,56
CHARENTE-MARITIME	17	19 589 997	2 261 976	17 328 021	417	616 607	31,77
DROME	26	19 343 686	7 742 924	11 600 762	277	482 984	40,05
ARDECHE	07	18 318 575	3 776 659	14 541 916	359	313 578	58,42
LOIRE	42	18 126 550	5 818 070	12 308 480	208	746 115	24,29
SEINE-MARITIME	76	17 703 768	3 793 827	13 909 941	306	1 250 120	14,16
NORD	59	17 496 037	6 529 204	10 966 833	325	2 571 940	6,80
MARNE	51	16 528 972	7 837 671	8 691 301	125	566 145	29,20
AIN	01	16 451 462	2 570 743	13 880 719	413	588 853	27,94
MORBIHAN	56	16 366 012	3 940 505	12 425 507	301	716 182	22,85
DORDOGNE	24	16 273 827	2 789 456	13 484 371	342	412 082	39,49
LANDES	40	15 858 237	4 631 758	11 226 479	274	379 341	41,80
INDRE-ET-LOIRE	37	14 616 661	3 439 431	11 177 230	200	588 420	24,84
BOUCHES-DU-RHONE	13	14 297 111	6 136 581	8 160 530	143	1 967 299	7,27
SEINE-ET-MARNE	77	13 744 404	2 524 909	11 219 495	229	1 313 414	10,46
HAUTE-SAVOIE	74	13 513 500	3 526 405	9 987 095	196	725 794	18,62
YVELINES	78	13 046 099	2 381 149	10 664 950	158	1 407 560	9,27
COTES-D'ARMOR	22	12 835 723	2 920 006	9 915 717	265	587 519	21,85
SEINE-SAINT-DENIS	93	12 412 558	3 570 236	8 842 322	99	1 515 983	8,19
LOT-ET-GARONNE	47	12 158 727	2 497 712	9 661 015	214	329 697	36,88
VAR	83	12 079 141	4 318 680	7 760 461	148	1 007 303	11,99

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2014
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
EURE	27	11 834 900	1 808 983	10 025 917	207	582 822	20,31
HAUTS-DE-SEINE	92	11 785 271	2 460 642	9 324 629	166	1 561 745	7,55
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	11 606 607	3 888 496	7 718 111	147	731 019	15,88
VENDEE	85	11 499 645	1 705 836	9 793 809	224	626 411	18,36
SAVOIE	73	11 346 002	3 253 718	8 092 284	125	411 007	27,61
LOIRET	45	11 341 206	2 830 360	8 510 846	132	653 510	17,35
MOSELLE	57	11 153 864	3 128 689	8 025 175	127	1 044 898	10,67
CORREZE	19	10 969 441	2 419 791	8 549 650	193	243 352	45,08
CHARENTE	16	10 957 728	1 679 951	9 277 777	260	351 563	31,17
CALVADOS	14	10 931 658	1 918 481	9 013 177	210	680 908	16,05
VIENNE	86	10 620 623	1 375 064	9 245 559	293	426 066	24,93
LOIR-ET-CHER	41	10 583 789	1 973 101	8 610 688	180	327 868	32,28
MAINE-ET-LOIRE	49	10 350 403	1 686 306	8 664 097	215	780 082	13,27
DOUBS	25	10 265 210	2 106 368	8 158 842	299	525 276	19,54
ESSONNE	91	10 076 229	1 455 818	8 620 411	133	1 208 004	8,34
ORNE	61	9 956 274	1 136 446	8 819 828	321	292 210	34,07
LOIRE-ATLANTIQUE	44	9 921 924	1 900 033	8 021 891	153	1 266 358	7,84
DEUX-SEVRES	79	9 912 895	1 553 155	8 359 740	205	366 339	27,06
HERAULT	34	9 865 991	1 333 637	8 532 354	158	1 031 974	9,56
VAUCLUSE	84	9 443 941	2 562 260	6 881 681	101	540 065	17,49
GARD	30	8 983 209	2 694 826	6 288 383	122	701 883	12,80
HAUTE-VIENNE	87	8 907 764	1 840 314	7 067 450	179	374 849	23,76
ALPES-MARITIMES	06	8 888 632	3 536 216	5 352 416	100	1 079 100	8,24
CREUSE	23	8 710 256	1 785 940	6 924 316	156	123 584	70,48
BAS-RHIN	67	8 696 720	2 601 803	6 094 917	185	1 094 439	7,95
VAL-D'OISE	95	8 686 527	1 524 773	7 161 754	80	1 168 892	7,43
JURA	39	8 649 254	1 764 010	6 885 244	198	261 277	33,10

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2014
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
VAL-DE-MARNE	94	8 648 697	1 507 450	7 141 247	106	1 318 537	6,56
ARDENNES	08	8 483 014	2 582 220	5 900 794	104	283 296	29,94
HAUTE-SAONE	70	8 425 508	2 102 981	6 322 527	190	239 194	35,22
EURE-ET-LOIR	28	8 266 365	2 318 485	5 947 880	120	425 502	19,43
HAUTE-LOIRE	43	8 166 754	1 450 097	6 716 657	230	223 122	36,60
MANCHE	50	8 122 396	772 618	7 349 778	204	497 762	16,32
HAUTE-MARNE	52	7 910 979	1 812 150	6 098 829	90	185 214	42,71
HAUT-RHIN	68	7 880 799	1 220 895	6 659 904	171	748 614	10,53
INDRE	36	7 695 649	1 590 536	6 105 113	136	232 268	33,13
COTE-D'OR	21	7 635 918	1 817 415	5 818 503	164	524 144	14,57
PUY-DE-DOME	63	7 275 473	2 396 341	4 879 132	153	629 416	11,56
AVEYRON	12	6 589 682	1 244 407	5 345 275	153	277 048	23,79
SAONE-ET-LOIRE	71	6 307 932	869 084	5 438 848	189	554 720	11,37
VOSGES	88	6 180 913	1 074 944	5 105 969	69	380 192	16,26
CHER	18	6 093 320	1 073 441	5 019 879	100	311 022	19,59
OISE	60	5 959 213	1 346 728	4 612 485	132	801 512	7,43
AISNE	02	5 936 977	1 067 915	4 869 062	121	539 870	11,00
PYRENEES-ORIENTALES	66	5 924 066	1 134 697	4 789 369	140	445 890	13,29
SARTHE	72	5 743 564	491 649	5 251 915	165	561 050	10,24
MAYENNE	53	5 549 916	573 081	4 976 835	149	305 147	18,19
YONNE	89	5 448 136	894 987	4 553 149	159	343 377	15,87
ALLIER	03	5 313 750	846 411	4 467 339	96	343 046	15,49
ARIEGE	09	5 231 977	2 044 222	3 187 755	81	151 117	34,62
MEUSE	55	5 017 157	1 020 922	3 996 235	80	194 003	25,86

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT

TOUS TYPES D'OPERATION*

de 1992 à 2014

(classement par montant de subvention)

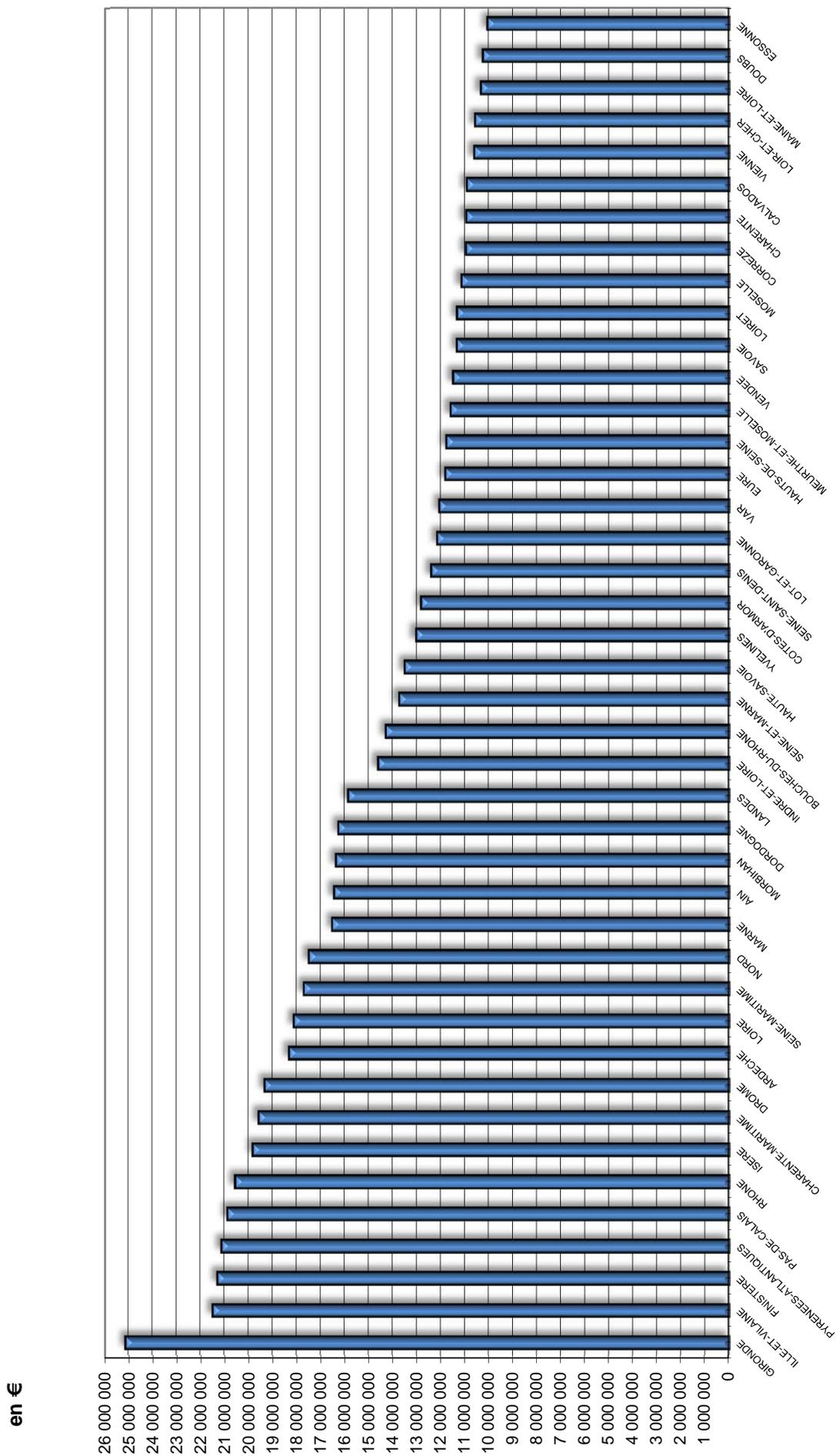
DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
HAUTE-GARONNE	31	4 943 738	1 670 914	3 272 824	108	1 230 820	4,02
AUBE	10	4 894 899	1 690 333	3 204 566	64	303 298	16,14
TARN	81	4 805 782	1 120 709	3 685 073	148	374 018	12,85
NIEVRE	58	4 525 649	979 344	3 546 305	119	220 199	20,55
GERS	32	4 341 434	2 056 372	2 285 062	76	187 181	23,19
AUDE	11	4 308 018	964 637	3 343 381	108	353 980	12,17
LOT	46	4 220 170	310 998	3 909 172	102	173 562	24,32
HAUTES-PYRENEES	65	4 025 586	725 247	3 300 339	63	229 670	17,53
CANTAL	15	3 792 375	688 037	3 104 338	169	148 380	25,56
REUNION	974	3 760 699	1 218 349	2 542 350	23	816 364	4,61
MARTINIQUE	972	2 933 467	1 326 443	1 607 024	34	396 404	7,40
HAUTES-ALPES	05	2 907 158	1 122 360	1 784 798	64	135 836	21,40
TARN-ET-GARONNE	82	2 905 307	773 165	2 132 142	80	239 291	12,14
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	2 532 048	665 747	1 866 301	101	159 450	15,88
SOMME	80	2 379 117	481 106	1 898 011	61	569 775	4,18
HAUTE-CORSE	2B	2 024 829	1 020 052	1 004 777	23	164 344	12,32
LOZERE	48	1 986 390	377 720	1 608 670	43	77 163	25,74
TERRITOIRE DE BELFORT	90	1 852 660	792 441	1 060 219	33	142 461	13,00
PARIS	75	1 267 189	492 604	774 585	23	2 234 105	0,57
GUYANE	973	721 635	113 553	608 082	7	224 469	3,21
CORSE DU SUD	2A	496 399	432 302	64 097	7	141 330	3,51
GUADELOUPE	971	239 317	108 091	131 226	8	401 554	0,60
TOTAL		966 670 374	235 835 859	730 834 515	17 098		

(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

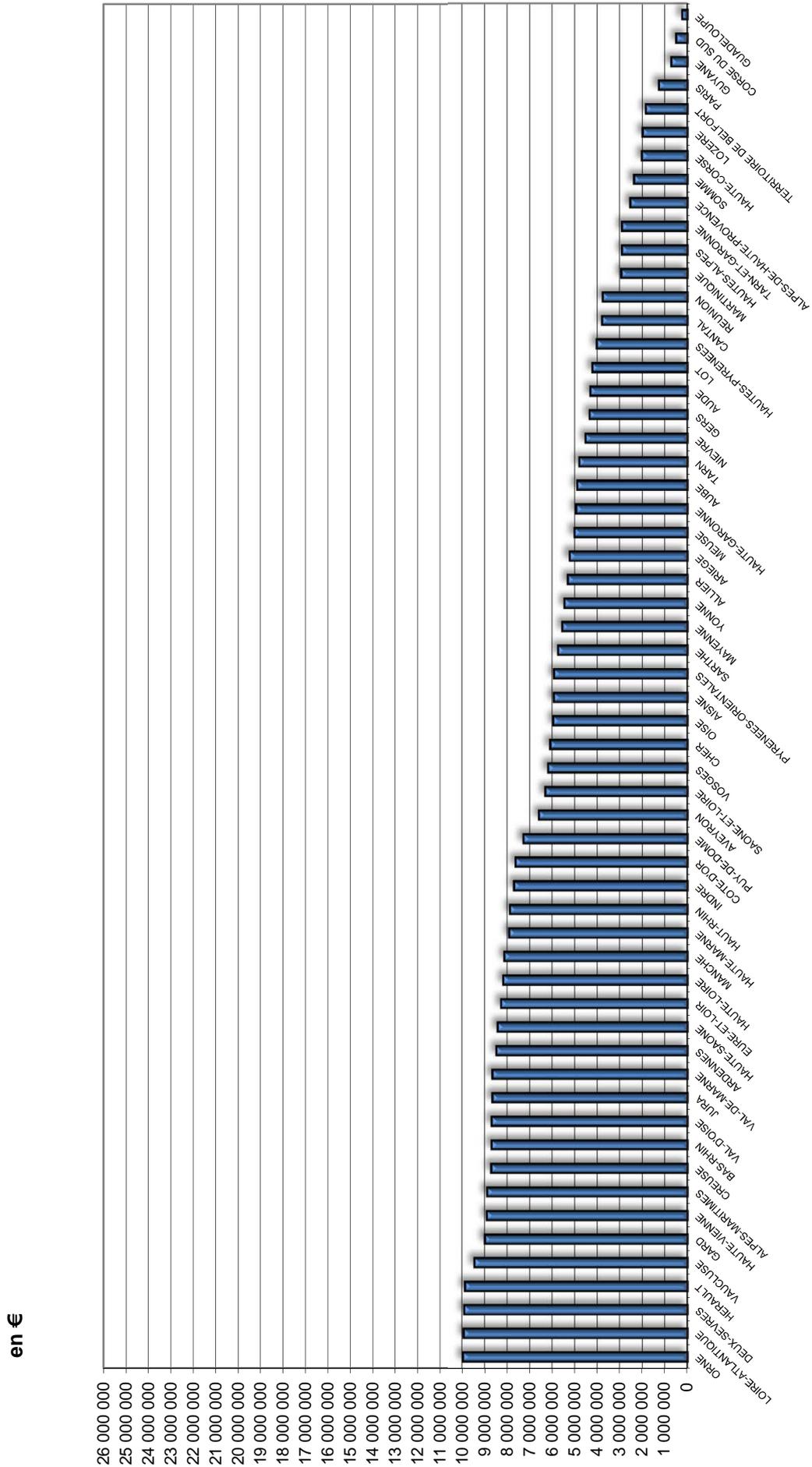
En outre, en 2010, une enveloppe du FISAC a été ciblée spécifiquement pour les DOM et les décisions de subvention ont été prises par les préfets.

A ce titre, 2 opérations à la Réunion ont bénéficié d'une aide de 181 267 € et 10 opérations à la Martinique de subventions à hauteur de 2 254 483 €.

**Montant cumulé des subventions FISAC
par département de 1992 à 2014
(en euros)**



**Montant cumulé des subventions FISAC
par département de 1992 à 2014
(en euros)**



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION***

de 1992 à 2014

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
CREUSE	23	8 710 256	1 785 940	6 924 316	156	123 584	70,48
ARDECHE	07	18 318 575	3 776 659	14 541 916	359	313 578	58,42
CORREZE	19	10 969 441	2 419 791	8 549 650	193	243 352	45,08
HAUTE-MARNE	52	7 910 979	1 812 150	6 098 829	90	185 214	42,71
LANDES	40	15 858 237	4 631 758	11 226 479	274	379 341	41,80
DROME	26	19 343 686	7 742 924	11 600 762	277	482 984	40,05
DORDOGNE	24	16 273 827	2 789 456	13 484 371	342	412 082	39,49
LOT-ET-GARONNE	47	12 158 727	2 497 712	9 661 015	214	329 697	36,88
HAUTE-LOIRE	43	8 166 754	1 450 097	6 716 657	230	223 122	36,60
HAUTE-SAONE	70	8 425 508	2 102 981	6 322 527	190	239 194	35,22
ARIEGE	09	5 231 977	2 044 222	3 187 755	81	151 117	34,62
ORNE	61	9 956 274	1 136 446	8 819 828	321	292 210	34,07
INDRE	36	7 695 649	1 590 536	6 105 113	136	232 268	33,13
JURA	39	8 649 254	1 764 010	6 885 244	198	261 277	33,10
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	21 128 343	4 760 069	16 368 274	288	650 356	32,49
LOIR-ET-CHER	41	10 583 789	1 973 101	8 610 688	180	327 868	32,28
CHARENTE-MARITIME	17	19 589 997	2 261 976	17 328 021	417	616 607	31,77
CHARENTE	16	10 957 728	1 679 951	9 277 777	260	351 563	31,17
ARDENNES	08	8 483 014	2 582 220	5 900 794	104	283 296	29,94
MARNE	51	16 528 972	7 837 671	8 691 301	125	566 145	29,20
AIN	01	16 451 462	2 570 743	13 880 719	413	588 853	27,94
SAVOIE	73	11 346 002	3 253 718	8 092 284	125	411 007	27,61
DEUX-SEVRES	79	9 912 895	1 553 155	8 359 740	205	366 339	27,06
MEUSE	55	5 017 157	1 020 922	3 996 235	80	194 003	25,86
LOZERE	48	1 986 390	377 720	1 608 670	43	77 163	25,74
CANTAL	15	3 792 375	688 037	3 104 338	169	148 380	25,56
VIENNE	86	10 620 623	1 375 064	9 245 559	293	426 066	24,93

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION***

de 1992 à 2014

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
INDRE-ET-LOIRE	37	14 616 661	3 439 431	11 177 230	200	588 420	24,84
LOT	46	4 220 170	310 998	3 909 172	102	173 562	24,32
LOIRE	42	18 126 550	5 818 070	12 308 480	208	746 115	24,29
FINISTERE	29	21 292 756	6 086 885	15 205 871	328	893 914	23,82
AVEYRON	12	6 589 682	1 244 407	5 345 275	153	277 048	23,79
HAUTE-VIENNE	87	8 907 764	1 840 314	7 067 450	179	374 849	23,76
GERS	32	4 341 434	2 056 372	2 285 062	76	187 181	23,19
MORBIHAN	56	16 366 012	3 940 505	12 425 507	301	716 182	22,85
ILLE-ET-VILAINE	35	21 489 543	4 958 444	16 531 099	357	977 449	21,99
COTES-D'ARMOR	22	12 835 723	2 920 006	9 915 717	265	587 519	21,85
HAUTES-ALPES	05	2 907 158	1 122 360	1 784 798	64	135 836	21,40
NIEVRE	58	4 525 649	979 344	3 546 305	119	220 199	20,55
EURE	27	11 834 900	1 808 983	10 025 917	207	582 822	20,31
CHER	18	6 093 320	1 073 441	5 019 879	100	311 022	19,59
DOUBS	25	10 265 210	2 106 368	8 158 842	299	525 276	19,54
EURE-ET-LOIR	28	8 266 365	2 318 485	5 947 880	120	425 502	19,43
HAUTE-SAVOIE	74	13 513 500	3 526 405	9 987 095	196	725 794	18,62
VENDEE	85	11 499 645	1 705 836	9 793 809	224	626 411	18,36
MAYENNE	53	5 549 916	573 081	4 976 835	149	305 147	18,19
HAUTES-PYRENEES	65	4 025 586	725 247	3 300 339	63	229 670	17,53
GIRONDE	33	25 115 675	6 902 226	18 213 449	321	1 434 661	17,51
VAUCLUSE	84	9 443 941	2 562 260	6 881 681	101	540 065	17,49
LOIRET	45	11 341 206	2 830 360	8 510 846	132	653 510	17,35
ISERE	38	19 824 286	7 015 995	12 808 291	319	1 197 038	16,56
MANCHE	50	8 122 396	772 618	7 349 778	204	497 762	16,32
VOSGES	88	6 180 913	1 074 944	5 105 969	69	380 192	16,26
AUBE	10	4 894 899	1 690 333	3 204 566	64	303 298	16,14

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION***

de 1992 à 2014

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
CALVADOS	14	10 931 658	1 918 481	9 013 177	210	680 908	16,05
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	2 532 048	665 747	1 866 301	101	159 450	15,88
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	11 606 607	3 888 496	7 718 111	147	731 019	15,88
YONNE	89	5 448 136	894 987	4 553 149	159	343 377	15,87
ALLIER	03	5 313 750	846 411	4 467 339	96	343 046	15,49
COTE-D'OR	21	7 635 918	1 817 415	5 818 503	164	524 144	14,57
PAS-DE-CALAIS	62	20 878 942	5 922 751	14 956 191	562	1 461 257	14,29
SEINE-MARITIME	76	17 703 768	3 793 827	13 909 941	306	1 250 120	14,16
PYRENEES-ORIENTALES	66	5 924 066	1 134 697	4 789 369	140	445 890	13,29
MAINE-ET-LOIRE	49	10 350 403	1 686 306	8 664 097	215	780 082	13,27
TERRITOIRE DE BELFORT	90	1 852 660	792 441	1 060 219	33	142 461	13,00
TARN	81	4 805 782	1 120 709	3 685 073	148	374 018	12,85
GARD	30	8 983 209	2 694 826	6 288 383	122	701 883	12,80
HAUTE-CORSE	2B	2 024 829	1 020 052	1 004 777	23	164 344	12,32
AUDE	11	4 308 018	964 637	3 343 381	108	353 980	12,17
TARN-ET-GARONNE	82	2 905 307	773 165	2 132 142	80	239 291	12,14
RHONE	69	20 561 798	6 872 370	13 689 428	289	1 708 671	12,03
VAR	83	12 079 141	4 318 680	7 760 461	148	1 007 303	11,99
PUY-DE-DOME	63	7 275 473	2 396 341	4 879 132	153	629 416	11,56
SAONE-ET-LOIRE	71	6 307 932	869 084	5 438 848	189	554 720	11,37
AISNE	02	5 936 977	1 067 915	4 869 062	121	539 870	11,00
MOSELLE	57	11 153 864	3 128 689	8 025 175	127	1 044 898	10,67
HAUT-RHIN	68	7 880 799	1 220 895	6 659 904	171	748 614	10,53
SEINE-ET-MARNE	77	13 744 404	2 524 909	11 219 495	229	1 313 414	10,46

**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION***

de 1992 à 2014

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

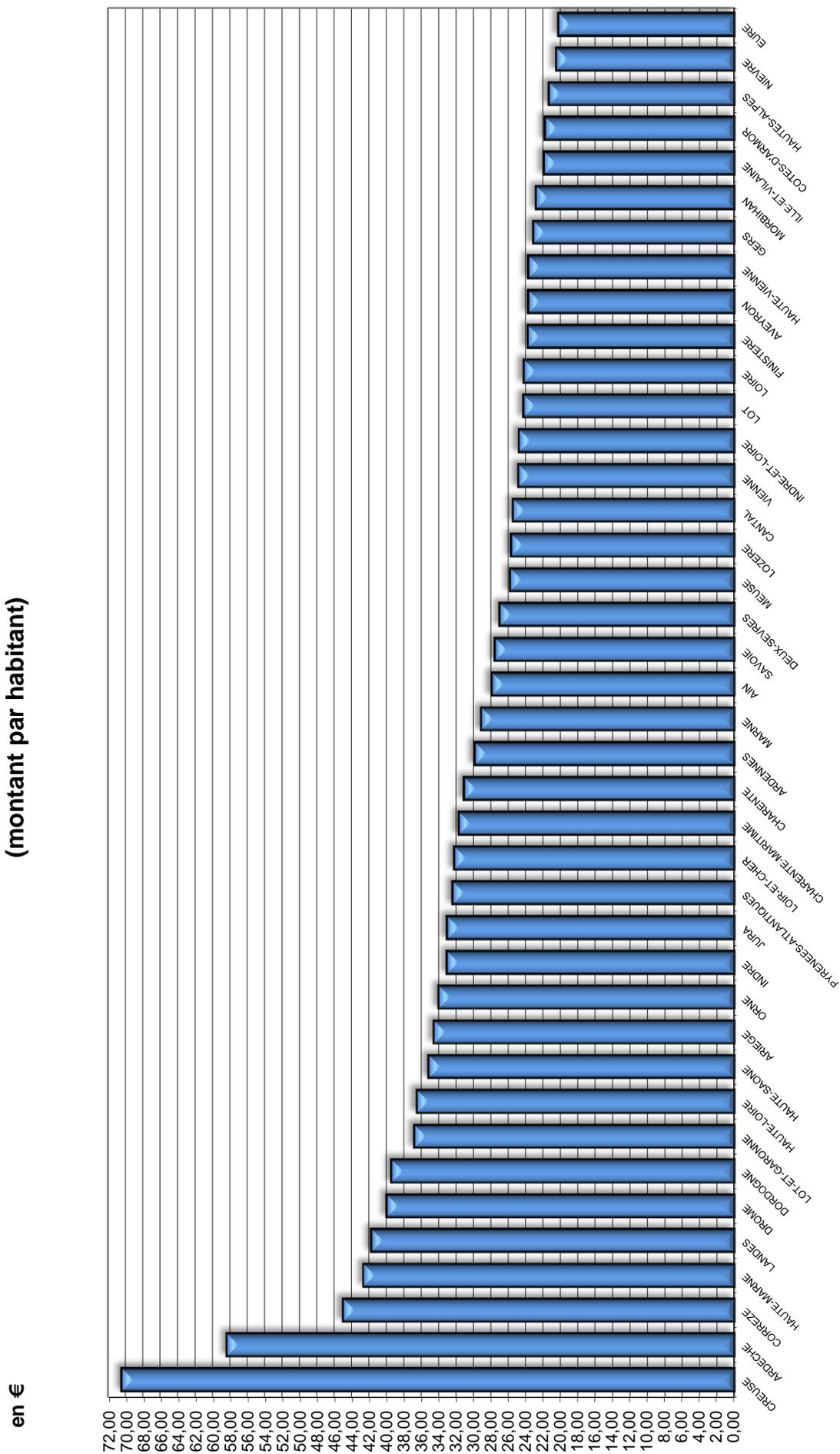
DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
SARTHE	72	5 743 564	491 649	5 251 915	165	561 050	10,24
HERAULT	34	9 865 991	1 333 637	8 532 354	158	1 031 974	9,56
YVELINES	78	13 046 099	2 381 149	10 664 950	158	1 407 560	9,27
ESSONNE	91	10 076 229	1 455 818	8 620 411	133	1 208 004	8,34
ALPES-MARITIMES	06	8 888 632	3 536 216	5 352 416	100	1 079 100	8,24
SEINE-SAINT-DENIS	93	12 412 558	3 570 236	8 842 322	99	1 515 983	8,19
BAS-RHIN	67	8 696 720	2 601 803	6 094 917	185	1 094 439	7,95
LOIRE-ATLANTIQUE	44	9 921 924	1 900 033	8 021 891	153	1 266 358	7,84
HAUTS-DE-SEINE	92	11 785 271	2 460 642	9 324 629	166	1 561 745	7,55
OISE	60	5 959 213	1 346 728	4 612 485	132	801 512	7,43
VAL-D'OISE	95	8 686 527	1 524 773	7 161 754	80	1 168 892	7,43
MARTINIQUE	972	2 933 467	1 326 443	1 607 024	34	396 404	7,40
BOUCHES-DU-RHONE	13	14 297 111	6 136 581	8 160 530	143	1 967 299	7,27
NORD	59	17 496 037	6 529 204	10 966 833	325	2 571 940	6,80
VAL-DE-MARNE	94	8 648 697	1 507 450	7 141 247	106	1 318 537	6,56
REUNION	974	3 760 699	1 218 349	2 542 350	23	816 364	4,61
SOMME	80	2 379 117	481 106	1 898 011	61	569 775	4,18
HAUTE-GARONNE	31	4 943 738	1 670 914	3 272 824	108	1 230 820	4,02
CORSE DU SUD	2A	496 399	432 302	64 097	7	141 330	3,51
GUYANE	973	721 635	113 553	608 082	7	224 469	3,21
GUADELOUPE	971	239 317	108 091	131 226	8	401 554	0,60
PARIS	75	1 267 189	492 604	774 585	23	2 234 105	0,57
TOTAL		966 670 374	235 835 859	730 834 515	17 098		

(*) Hors dotations Epareca et Actions de développement économique et Opérations spécifiques nationales

En outre, en 2010, une enveloppe du FISAC a été ciblée spécifiquement pour les DOM et les décisions de subvention ont été prises par les préfets.

A ce titre, 2 opérations à la Réunion ont bénéficié d'une aide de 181 267 € et 10 opérations à la Martinique de subventions à hauteur de 2 254 483 €

Subventions FISAC par département de 1992 à 2014 (montant par habitant)



**Subvention FISAC
par département de 1992 à 2014
(montant par habitant)**

